

ANALYSE

Algérie : et si la diaspora devenait une force de souveraineté économique ?

P 7

LE FMI TABLE SUR 3,8 % DE CROISSANCE EN 2026

L'économie algérienne maintient le cap

L'économie algérienne continue d'afficher une dynamique de croissance soutenue, portée notamment par les investissements publics et une progression régulière de l'activité hors hydrocarbures. Dans son dernier rapport consacré à l'Algérie, le Fonds monétaire international (FMI) table sur une croissance de 3,8 % en 2026, après 3,9 % en 2025 et 3,7 % en 2024. P 3



LANCEMENT DE LA NOUVELLE ANNÉE UNIVERSITAIRE 2026-2027
L'innovation, l'IA et la transformation numérique au premier plan

Le coup d'envoi officiel de l'année universitaire 2026-2027 a été donné mardi depuis l'Université Mohamed Seddik Ben Yahia de Jijel par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, avec l'ambition de renforcer la place de l'université dans la dynamique de développement national. L'université algérienne entame ainsi cette nouvelle année avec une feuille de route davantage orientée vers l'innovation, la transformation numérique et la valorisation économique du savoir. P 2

ALGÉRIE-NIGER

Les hydrocarbures au cœur d'un partenariat élargi

La coopération énergétique entre l'Algérie et le Niger connaît une nouvelle dynamique, avec l'élargissement des domaines d'intervention du groupe Sonatrach dans le secteur des hydrocarbures nigérien. En visite de travail lundi et mardi à Niamey sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a multiplié les rencontres avec les responsables nigériens afin d'examiner l'état d'avancement des projets communs et les perspectives de développement de nouveaux axes de partenariat. P 3

RENFORCEMENT DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

L'importance de l'innovation soulignée

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a souligné, hier à Alger, l'importance de l'innovation dans le renforcement de la compétitivité des entreprises, à travers le développement de solutions, de produits et de méthodes de travail tenant compte des dimensions environnementale, sociale et de gouvernance. P 2

FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES
La BID et la BAD accompagnent l'Algérie P 2

HYDROGÈNE VERT
Des entreprises allemandes intéressées par le South2 Corridor P 3

EAUX USÉES TRAITÉES
Vers une récupération de 60 % P 16

FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES

La BID et la BAD accompagnent l'Algérie

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellouli, a reçu, hier au siège de son département ministériel, une délégation de la Banque islamique de développement (BID) et de la Banque africaine de développement (BAD), a indiqué le ministère dans un communiqué. La réunion s'est tenue en présence de cadres centraux du ministère, du directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) et de ses cadres, ainsi que d'une représentante du ministère des Finances et de représentants des deux institutions financières. Elle a été consacrée à l'examen des moyens de renforcer la coopération autour des investissements structurants. En effet, les discussions ont notamment porté sur les possibilités d'accompagnement financier des grands projets d'infrastructures, avec un intérêt particulier pour le développement du réseau ferroviaire. La mobilisation de partenaires financiers internationaux constitue, dans ce cadre, un levier pour soutenir la réalisation de projets destinés à améliorer la connectivité entre les différentes régions du pays et à accompagner le développement économique. La présence conjointe de la BID et de la BAD traduit également l'importance accordée à la diversification des sources de financement des infrastructures. Les deux institutions disposent d'une expérience importante dans l'accompagnement de projets structurants en Afrique et peuvent contribuer, à travers leurs instruments financiers et leur expertise, à la réalisation de projets à fort impact économique. Pour le secteur ferroviaire, cette coopération intervient alors que l'Algérie poursuit le déploiement de nouvelles infrastructures destinées notamment à améliorer les liaisons entre les zones industrielles, minières et agricoles, notamment à travers le projet Nord-Sud sur une distance d'environ 2 000 km. Il est à rappeler que la Banque africaine de développement a déjà approuvé un financement de 878,09 millions de dollars pour la réalisation du tronçon Laghouat-Ghardaïa-El Meniaâ de 495 kilomètres. « Ce financement porte sur la construction du tronçon Ghardaïa-El Meniaâ, long de 230 kilomètres, intégré à une ligne de 495 kilomètres reliant Laghouat à El-Meniaâ, qui devrait jouer un rôle clé dans le développement local et l'intégration africaine », avait indiqué la BAD dans son communiqué.

Z R.

LANCEMENT DE LA NOUVELLE ANNÉE UNIVERSITAIRE 2026-2027

L'innovation, l'IA et la transformation numérique au premier plan

Le coup d'envoi officiel de l'année universitaire 2026-2027 a été donné mardi depuis l'Université Mohamed Seddik Ben Yahia de Jijel par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, avec l'ambition de renforcer la place de l'université dans la dynamique de développement national. L'université algérienne entame ainsi cette nouvelle année avec une feuille de route davantage orientée vers l'innovation, la transformation numérique et la valorisation économique du savoir.

Par Selma R.

Quelque 1 884 839 étudiants sont concernés par cette rentrée dans l'ensemble des établissements universitaires et des centres de recherche du pays. Pour les accueillir, le ministère a mobilisé les moyens humains et matériels nécessaires, dans l'objectif d'offrir un environnement pédagogique favorable à l'innovation et à l'excellence. Cette nouvelle feuille de route place l'étudiant au centre du processus de transformation, avec une orientation vers la création de start-up et de micro-entreprises, ainsi que vers la valorisation industrielle des résultats de la recherche scientifique. La digitalisation constitue l'un des principaux leviers de cette transformation : le ministère entend poursuivre la généralisation des services numériques afin de simplifier les démarches administratives et d'améliorer les prestations pédagogiques et logistiques. L'intelligence artificielle doit, de la même manière, prendre une place croissante dans l'enseignement, la recherche et la gestion universitaire, en cohérence avec la Stratégie nationale de l'IA. L'objectif affiché est ainsi de faire évoluer progressivement l'université vers un modèle davantage

connecté aux mutations technologiques et aux besoins de l'économie. Cette orientation se traduit également par un rapprochement accru avec le monde économique. L'Université de Jijel doit ainsi jouer un rôle moteur dans la valorisation des ressources et des spécificités de sa région. Dans ce cadre, trois conventions doivent être signées avec des entreprises économiques publiques, à savoir le port de Djen Djen, Kotama Agri-Food et le groupe Cosider. Ces partenariats visent à renforcer les liens entre formation, recherche et activité économique, et à favoriser la transformation des connaissances et des résultats scientifiques en solutions et en valeur ajoutée. L'entrepreneuriat et l'innovation occupent par ailleurs une place importante dans cette rentrée : le ministre doit inaugurer un centre d'entrepreneuriat, tandis qu'une exposition consacrée à des start-up actives dans les domaines de l'électronique et de l'intelligence artificielle mettra en avant les capacités d'innovation développées au sein de l'écosystème universitaire. Ces initiatives s'inscrivent dans la volonté de faire de l'étudiant non seulement un diplômé, mais aussi un acteur capable de porter des projets et de contribuer à la création de richesses.

Parallèlement à cette transformation pédagogique et technologique, l'amélioration du cadre de vie demeure un axe de la politique universitaire, avec la modernisation des résidences, l'amélioration de la restauration, de la sécurité et de l'hygiène, ainsi que le développement des infrastructures sportives et culturelles. La qualité des services universitaires est ainsi considérée comme un élément essentiel de la réussite académique. Le choix de Jijel pour abriter la cérémonie officielle revêt enfin une dimension particulière, dans un contexte marqué par les incendies qui ont touché la région durant l'été. Il traduit un message de solidarité envers les populations locales et rappelle le rôle de l'université comme espace de savoir, d'innovation et d'accompagnement du développement territorial.

Cette nouvelle année universitaire s'inscrit donc dans la poursuite de la construction d'une « Université de 4e génération », fondée sur le numérique, l'intelligence artificielle, l'innovation, l'entrepreneuriat et la création de valeur, une orientation qui vise à rapprocher davantage l'université des réalités économiques et à faire du capital humain et scientifique un levier du développement national.

RENFORCEMENT DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

L'importance de l'innovation soulignée

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a souligné, hier à Alger, l'importance de l'innovation dans le renforcement de la compétitivité des entreprises, à travers le développement de solutions, de produits et de méthodes de travail tenant compte des dimensions environnementale, sociale et de gouvernance. Intervenant à l'ouverture de la première édition du Sommet de l'excellence, de la durabilité et de la responsabilité (ESG2026), M. Ouadah a indiqué que l'innovation constitue un "élément clé pour renforcer la compétitivité des entreprises et assurer leur pérennité, à travers le développement de solutions, de produits et de méthodes de travail tenant compte des dimensions environnementale, sociale et de gouvernance", ajoutant que le recours à l'innovation permettra aux entreprises d'améliorer leurs performances et de s'adapter aux mutations que connaît l'économie nationale. Dans ce cadre, le ministre a insisté sur la nécessité d'encourager et de financer l'innovation et d'en faire une "partie intégrante des pratiques quotidiennes" des entreprises. Il a également plaidé pour l'adoption de "nouveaux modes de financement tenant compte de l'impact environnemental et so-

cial", parallèlement au "financement de l'innovation et de la recherche scientifique", pour "aller vers des approches qui tiennent compte de l'impact sur la société et l'environnement". A cet égard, M. Ouadah a relevé la nécessité de "faire confiance aux jeunes, aux ingénieurs, aux étudiants et aux diplômés universitaires" et d'"encourager les établissements financiers à développer des mécanismes de financement destinés aux projets à impact", rappelant que "l'Algérie œuvre aujourd'hui à soutenir l'innovation, l'entrepreneuriat, les micro-entreprises et les start-up et à renforcer leur interaction avec les établissements financiers". De son côté, l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) en Algérie, Diego Mellado Pascua, a indiqué que l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance constitue "un choix stratégique et économique à même de renforcer la compétitivité des entreprises et de l'économie algérienne", estimant que leur intégration dans les politiques publiques et les stratégies des entreprises algériennes est de nature à "renforcer leur capacité à s'adapter aux mutations économiques". Il a également mis en avant le rôle des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans le renforcement du partena-

riat économique et industriel entre l'Algérie et l'UE, considérant que l'adaptation des entreprises algériennes à ces exigences "contribue à renforcer leur présence au sein des chaînes de valeur et sur les marchés européens et internationaux". Pour sa part, le Directeur général de la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie), Oliver Blank, a indiqué que la chambre était disposée à soutenir les entreprises algériennes dans l'adoption des critères de durabilité et des normes internationales, à travers l'échange d'expertises, le partage des meilleures pratiques et le renforcement de la coopération entre les différents acteurs économiques. A noter que ce sommet, le premier du genre en Algérie consacré à l'examen des critères d'excellence, de durabilité et de responsabilité, a été organisé à l'initiative de l'incubateur d'entreprises "Leancubator", sous l'égide des ministères de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, de la Formation et de l'Enseignement professionnels, et du Tourisme et de l'Artisanat, en présence de représentants de plusieurs secteurs ministériels, de start-up et de petites et moyennes entreprises et d'experts.

R E.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE FMI TABLE SUR 3,8 % DE CROISSANCE EN 2026

L'économie algérienne maintient le cap

L'économie algérienne continue d'afficher une dynamique de croissance soutenue, portée notamment par les investissements publics et une progression régulière de l'activité hors hydrocarbures. Dans son dernier rapport consacré à l'Algérie, le Fonds monétaire international (FMI) table sur une croissance de 3,8 % en 2026, après 3,9 % en 2025 et 3,7 % en 2024.

Par Selma R.

Cette évolution s'accompagne d'une accélération de l'activité hors hydrocarbures, l'un des principaux indicateurs des efforts engagés en faveur de la diversification de l'économie nationale : ce segment, qui a progressé de 4,3 % en 2025, devrait maintenir un rythme de croissance de 4 % en 2026, confirmant ainsi la contribution croissante des activités non liées aux hydrocarbures à la dynamique économique du pays. Sur le plan extérieur, le FMI anticipe une évolution favorable des échanges commerciaux. Les exportations devraient représenter 19,3 % du PIB en 2026, contre 15,8 % en 2025, une progression qui s'explique notamment par la hausse des cours des hydrocarbures. Les importations, quant à elles, devraient poursuivre leur repli, passant de 21,9 % du PIB en 2025 à 18,5 % en 2026. Cette évolution des échanges intervient alors que les autorités cherchent à préserver les équilibres financiers tout en maintenant l'effort d'investissement ; le rapport souligne d'ailleurs que le déficit budgétaire a pu être atténué en 2025 grâce à des versements exceptionnels de dividendes des entreprises publiques et de la Banque d'Algérie. Le FMI relève également plusieurs signaux positifs concernant le secteur bancaire, dont les établissements affichent une rentabilité satisfaisante, des niveaux de liquidité adéquats et une

capitalisation solide, autant d'éléments essentiels à la stabilité du système financier et à sa capacité à accompagner l'activité économique. L'institution met en avant les réformes engagées dans ce secteur, notamment le renforcement de la supervision bancaire, l'amélioration de la gouvernance des banques publiques et la mise en place de mécanismes de gestion des crises, autant d'avancées qui s'inscrivent dans la modernisation du système financier national. Le Fonds souligne enfin la sortie de l'Algérie de la liste des juridictions sous surveillance renforcée du Groupe d'action financière (GAFI), saluant la rapidité des efforts déployés par les autorités pour y parvenir. Cette évolution renforce la conformité du système financier national aux standards internationaux en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

La consolidation des réformes préconisée

Le Conseil d'administration du FMI relève plusieurs évolutions positives de l'économie algérienne et encourage les autorités à capitaliser sur cette dynamique pour consolider les équilibres macroéconomiques. Il considère la hausse des cours des hydrocarbures comme une occasion de reconstituer les marges de manœuvre budgétaires, tout en recommandant d'accroître les recettes hors hydrocarbures et d'améliorer l'efficacité des investissements publics. Il préco-

nise également une réforme progressive des subventions énergétiques, accompagnée de mesures ciblées en faveur des ménages modestes. Sur le plan monétaire, le Fonds recommande de renforcer l'indépendance opérationnelle de la Banque d'Algérie, de préserver la stabilité des prix et de limiter le financement direct du Trésor par la banque centrale aux seules situations exceptionnelles. Une plus grande flexibilité du dinar est par ailleurs préconisée afin de mieux absorber les chocs extérieurs et de réduire l'écart avec le marché parallèle. Le secteur bancaire demeure, selon l'institution, un point d'appui important, les banques algériennes étant considérées comme bien capitalisées, suffisamment liquides et rentables ; des efforts restent toutefois nécessaires pour réduire les risques liés aux créances non performantes et aux liens entre banques publiques et entreprises d'État. Les administrateurs ont salué à cet égard le retrait rapide de l'Algérie de la liste de surveillance du GAFI, une avancée saluée en matière de conformité financière internationale. Sur le plan structurel, le FMI encourage enfin la poursuite de la diversification économique, à travers la facilitation du développement du secteur privé, la réduction des contraintes réglementaires et le poids de l'informel, ainsi que le renforcement de la gouvernance et de l'intégration commerciale avec les marchés africains et européens.

ALGÉRIE-NIGER

Les hydrocarbures au cœur d'un partenariat élargi

Par Z.R.

La coopération énergétique entre l'Algérie et le Niger connaît une nouvelle dynamique, avec l'élargissement des domaines d'intervention du groupe Sonatrach dans le secteur des hydrocarbures nigérien. En visite de travail lundi et mardi à Niamey sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a multiplié les rencontres avec les responsables nigériens afin d'examiner l'état d'avancement des projets communs et les perspectives de développement de nouveaux axes de partenariat. Reçu hier par le président de la République du Niger, le général Abdourahamane Tiani, Arkab a transmis au président de la République du Niger les salutations fraternelles du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que ses vœux de progrès et de prospérité au peuple nigérien frère, réaffirmant l'attachement de l'Algérie à poursuivre la consolidation des relations de fraternité et de coopération unissant les deux pays et les deux peuples frères. De son côté, le président de la République du Niger a réitéré sa volonté de poursuivre le renforcement des relations de coopération bilatérale avec l'Algérie, ainsi que de soutenir le partenariat Sud-Sud et la coopération africaine. Lors de son séjour au Niger, le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, s'est entretenu également avec le Premier ministre Ali Lamine Zeine Mahaman et le ministre du Pétrole Hamadou Tini. Les discussions ont porté notamment sur l'exploration pétrolière, le raffinage, la pétrochimie, la commercialisation du brut, la formation et le transfert de technologies. Au centre de cette coopération figure le projet de recherche et d'explora-

tion mené par Sonatrach sur le bloc pétrolier de Kafra, dans le nord du Niger. Les deux parties ont convenu de poursuivre la coordination autour de ce projet, tout en examinant les possibilités de développement et d'exploitation de nouveaux blocs proposés par la partie nigérienne, notamment le bloc de Bilma. Cette orientation traduit la volonté d'élargir la présence de Sonatrach au-delà de l'exploration, en intervenant sur plusieurs maillons de la chaîne des hydrocarbures. Le partenariat avec la Société nigérienne des produits pétroliers (SONIDEP) doit ainsi être renforcé afin de favoriser le développement des capacités nationales du Niger et une meilleure valorisation de ses ressources énergétiques.

De l'exploration au raffinage

Le raffinage constitue également un axe important de cette coopération. Les discussions ont notamment porté sur les grands travaux de maintenance de la raffinerie de Zinder, avec la possibilité de mobiliser l'expertise de Sonatrach et de ses filiales dans ce domaine. La coopération devrait également s'étendre à la formation et au transfert de savoir-faire. L'objectif affiché est de contribuer au développement des compétences locales nigériennes dans les différents métiers de l'industrie pétrolière et gazière, de l'exploration et de la production au raffinage et à la pétrochimie. Dans ce cadre, les deux parties ont également examiné les moyens d'accompagner la SONIDEP dans la commercialisation du pétrole brut nigérien. L'expertise de Sonatrach pourrait ainsi être mobilisée dans la valorisation des ressources pétrolières, la commercialisation et les capacités de négociation. Pour l'Algérie, cette coopération s'inscrit dans

une approche fondée sur le transfert d'expertise et le développement des capacités industrielles des pays africains. Mohamed Arkab a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à poursuivre l'accompagnement du Niger à travers Sonatrach et ses filiales, en mettant à contribution leur expérience dans les différentes activités de la chaîne des hydrocarbures. De son côté, le Premier ministre nigérien a souligné l'importance des relations fraternelles et historiques unissant l'Algérie et le Niger. Il a salué le rôle joué par le groupe Sonatrach dans l'accompagnement et le développement du secteur des hydrocarbures dans son pays, affirmant l'attachement de la République du Niger au renforcement de sa coopération avec l'Algérie et à l'élargissement des domaines de partenariat entre les deux pays. Outre les projets pétroliers, le gazoduc transsaharien (TSGP) a occupé une place importante dans les discussions. Le projet reliant l'Algérie, le Niger et le Nigeria est présenté par les trois pays comme un projet à portée stratégique pour le développement des infrastructures énergétiques africaines. Les responsables des deux pays ont réaffirmé l'importance de poursuivre la coordination afin de faire avancer les prochaines étapes opérationnelles du projet. Il s'agit notamment du lancement de la campagne de relevés topographiques du tracé du gazoduc sur le territoire nigérien, ainsi que des études environnementales, d'impact et géotechniques. Le TSGP est ainsi appelé à jouer un rôle dans le renforcement de l'intégration énergétique régionale et le développement des échanges gaziers, tout en contribuant au désenclavement énergétique et au développement économique des pays traversés.

HYDROGÈNE VERT Des entreprises allemandes intéressées par le South2 Corridor

Une dizaine d'entreprises allemandes activant dans le secteur de l'énergie ont exprimé, lundi, leur intérêt pour le projet South2 Corridor, visant à produire de l'hydrogène en Algérie et à l'exporter vers l'Europe. Lors d'une rencontre organisée à Alger par la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie) sur le partenariat et la coopération dans le domaine de l'hydrogène vert et des solutions de stockage d'énergie, les entreprises allemandes participantes ont présenté leurs solutions susceptibles de contribuer à la concrétisation du projet South2 Corridor et tenu des rencontres B2B avec leurs homologues algériens. Dans ce cadre, la représentante de Duchting Pumpen, fabricant de pompes de dessalement d'eau, Drifa Mera-bet, a exprimé le vif intérêt de l'entreprise pour participer à ce projet, tout en présentant un nouveau matériau développé par cette entreprise, permettant de produire localement les pièces de rechange liées au dessalement. Rappelant l'histoire du partenariat énergétique entre l'Algérie et l'Allemagne, Mme Mera-bet a souligné qu'"une nouvelle énergie s'offre désormais à eux" et que "c'est l'occasion de lancer un nouveau partenariat fructueux". De son côté, le directeur de Fichtner GmbH & Co. KG, Francisco Retamar Terrero, a indiqué que son entreprise, activant dans plusieurs sous-secteurs liés à l'hydrogène vert dont le dessalement et l'environnement, était prête à collaborer dans le cadre de ce projet d'avenir. Le directeur général de l'AHK Algérie, Oliver Blank, a affirmé, pour sa part, que l'Algérie disposait d'un potentiel important en énergies renouvelables et nouvelles et que la coopération avec l'Allemagne pouvait jouer un rôle majeur dans le développement d'une filière hydrogène forte. De son côté, le représentant du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, Nabil Selami, a vu dans cette rencontre l'occasion de mieux comprendre les opportunités du marché algérien et d'échanger sur les attentes, les besoins et les conditions de réussite. Il a évoqué une volonté partagée de construire un avenir durable et de faire des deux pays des partenaires stratégiques pionniers dans les domaines industriel et technologique, dans le cadre d'une coopération bénéfique et tournée vers l'avenir. L'Algérie dispose d'atouts considérables dans la transition énergétique, avec une volonté politique de développer progressivement les filières renouvelables et celle de l'hydrogène, à laquelle le gouvernement accorde une grande importance, a souligné M. Selami. "L'objectif est que l'Algérie devienne un acteur régional majeur, grâce à son vaste réseau de transport", a-t-il dit, ajoutant que "le développement de cette filière suppose aussi celui du capital humain, le transfert de technologie et une législation adaptée".

Synthèse R.E.

CONFÉRENCE DES ETATS PARTIES À LA CONVENTION ARABE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

L’Algérie participe à Doha aux travaux de la 6e session

L’Algérie participe, à partir de lundi à Doha (Qatar), aux travaux de la 6e session de la Conférence des Etats parties à la Convention arabe de lutte contre la corruption, organisée par le Secrétariat général de la Ligue arabe, indique un communiqué de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC). Les travaux de cette session, qui se poursuivront jusqu’à mercredi prochain, ont débuté par la tenue de la 9e réunion du Comité général à composition non limitée d’experts gouvernementaux et de représentants des organes de lutte contre la corruption, consacrée à l’examen de l’ordre du jour de la Conférence et à l’élaboration des projets de résolutions qui seront soumis aux responsables des instances chargées de la lutte contre la corruption. La réunion a été marquée par l’élection de l’Algérie, représentée par le président du Pôle pénal économique et financier et représentant du ministère de la Justice, Brahim Boukendakdji, en qualité de rapporteur du bureau de la 6e session, tandis que l’Etat du Qatar a été élu à la présidence de la session et le Sultanat d’Oman à la vice-présidence. A cette occasion, les participants ont salué les efforts de l’Algérie, qui compte parmi les pays ayant "complété le questionnaire d’auto-évaluation et engagé les procédures d’examen par les pairs pour la mise en œuvre de la Convention", précise la même source. Dans ce cadre, les experts ont recommandé l’adoption d’une série de projets de résolutions, notamment la Déclaration de Doha sur le renforcement des mesures préventives contre la corruption et l’accélération du traitement des demandes d’entraide judiciaire administrative et pénale. Par ailleurs, la demande du Sultanat d’Oman d’accueillir la 7e session de la Conférence, en 2028, a été approuvée. La délégation algérienne prenant part à cette conférence comprend des représentants de la HATPLC, conduite par son président par intérim, M’Hamed Djellaoui, ainsi que des représentants du ministère de la Justice et de l’Office central de la répression de la corruption (OCRC).

R E.

MODERNISATION DE LA CNAS

Le ministre Hattab veut accélérer la transformation numérique

Le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, M. Mohamed Hattab, a présidé lundi à Alger, une réunion consacrée au suivi des performances de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et à l’évaluation de l’état d’exécution des programmes tracés, a indiqué un communiqué du ministère. Cette réunion tenue en présence des responsables centraux et des cadres de la CNAS, s’inscrit dans le cadre du "suivi périodique des performances des établissements et organismes relevant du secteur, ainsi que de l’évaluation de l’état d’exécution des programmes tracés et de l’amélioration de la qualité des services fournis aux citoyens ", précise le communiqué. A cette occasion, le ministre a suivi un exposé détaillé sur l’activité de la CNAS, portant sur "les indicateurs de performance, le niveau de prise en charge des assurés sociaux et de leurs ayants-droit, ainsi que la situation des services fournis à travers les différentes structures, outre le processus de numérisation et de simplification des procédures et services". Dans ce contexte, la réunion a également porté sur "la transformation numérique que connaît la CNAS, notamment

dans le domaine de la télédéclaration, du paiement électronique et des services numériques destinés aux entreprises et aux employeurs, ainsi que du développement des services permettant aux assurés de bénéficier des documents et informations relatifs à leurs droits, sans avoir à se déplacer auprès des services de la CNAS. La rencontre a également permis d’"évaluer les mesures prises pour la prise en charge des citoyens dans les circonstances exceptionnelles", notamment les mesures d’urgence engagées au profit des assurés et de leurs ayants-droit touchés par les récents incendies, parmi lesquelles, la facilitation du remplacement et du renouvellement des cartes "Chifa", ainsi que l’accélération de l’établissement des nouvelles cartes et de leur acheminement vers les wilayas concernées. A cette occasion, M. Hattab a affirmé que l’amélioration de la performance des compagnies d’assurance "ne se mesure pas uniquement au volume d’activité, mais à son impact direct sur la qualité du service fourni au citoyen et à la rapidité de la prise en charge de ses préoccupations et à la protection de ses droits sociaux", soulignant "la nécessité de continuer à œuvrer pour la simplification des procédures, la

réduction des délais de traitement des dossiers, d’élargissement des services numériques, d’amélioration des conditions d’accueil, d’écoute et d’orientation, en accordant une importance particulière aux catégories nécessitant une prise en charge et un accompagnement qualitatif". Il a également donné des orientations pour "réorganiser le réseau de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) au niveau de la wilaya d’Alger, à travers l’étude de la création de trois directions régionales, Est, Centre et Ouest, de manière à redistribuer les missions et de rapprocher les structures de la Caisse des assurés sociaux, d’améliorer la coordination et le suivi, d’assurer une plus grande efficacité dans la prise en charge des dossiers et des préoccupations, en fonction de la densité de la population et de l’extension du tissu urbain et administratif de la wilaya". D’autre part, le ministre a ordonné "l’ouverture des différents centres relevant de la CNAS à travers l’ensemble du territoire national le samedi matin, afin de permettre aux citoyens, notamment les fonctionnaires et les travailleurs, de bénéficier des services et de contribuer à alléger la pression sur les centres".

PRISE EN CHARGE DES PRÉOCCUPATIONS DES SINISTRÉS DES RÉCENTS INCENDIES

Le ministre de l’Intérieur salue les efforts des walis

Le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a salué, lundi à Alger, "les efforts majeurs et la présence continue sur le terrain" des walis de la République, lors des récents incendies ayant touché certaines wilayas du pays, pour la prise en charge des préoccupations des citoyens et des sinistrés, a indiqué un communiqué du ministère. Dans une déclaration en marge de la cérémonie d’installation de Youcef Roumane dans ses fonctions de Secrétaire général du ministère de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Sayoud a "adressé ses remerciements aux walis de la République pour leurs efforts majeurs et leur présence continue sur le terrain lors des récents incendies ayant touché certaines wilayas du pays, ainsi que pour le suivi de la situation qu’ils ont assuré pour la prise en charge des préoccupations des citoyens et des sinistrés". Il a également salué "les efforts et la mobilisation des cadres locaux et centraux et des cadres des différentes institutions de l’Etat pour relever le défi". Le ministre a saisi cette occasion pour adresser "un message de remerciements aux citoyennes, aux citoyens et à la société civile pour leur élan de solidarité, qui a été salué par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", et rendre hommage aux différents services pour "leur rôle dans la prise en charge des citoyens dans ces circonstances".

Après avoir souligné que le ministère "suit le moindre détail à l’échelle nationale", le ministre a appelé les walis de la République à travers tout le pays à "prendre en charge les besoins des citoyens" et à "œuvrer à l’amélioration de leurs conditions de vie", tout en insistant sur "la nécessité de suivre les différents dossiers et préoccupa-

tions avec la rigueur et le sérieux requis". Il a aussi rendu hommage aux "agents de la Protection civile pour leurs efforts, leurs sacrifices, leur mobilisation et le courage dont ils ont fait preuve sur le terrain pour face aux incendies, prendre en charge les citoyens et protéger les vies et les biens". Synthèse R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 20 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 20 Septembre 2026

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		دج / كلف			
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	106	116	96	البطاطا
	Tomate	101	114	88	الطماطم
	Oignon sec	78	86	70	البصل الجاف
	Ail sec	814	878	750	الثوم الجاف
	Carotte	142	153	130	الجزر
	Navet	171	187	155	اللفت
	Poivron	142	155	129	الفلفل الاخضر
	Piment	157	173	140	الفلفل الحار
	Courgette	156	170	142	الكوسة
	Haricot vert	263	284	242	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	166	180	151	الخس
Fruits frais	Pomme locale	440	535	345	التفاح المحلي
	Datte	523	627	418	التمر
	Raisin	288	344	231	العنب
	Melon	102	112	91	البطيخ الاصفر
	Pastèque	83	91	75	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2142	2258	2025	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	552	565	539	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	22	20	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	342,00	-0,87	-1,16	-5,20	7,29	7,60	290	99 180,00
AYRADE	AYRD	815,00	815,00	0,00	0,00	0,15	116,43	-	906	738 390,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,11	7,56	7,64	43368	60 715 200,00
BIOPHARM	BIO	2 516,00	NC	0,00	0,05	0,76	6,69	6,36	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 039,00	2049,00	0,49	0,07	-6,47	8,49	8,54	51364	105 244 836,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,25	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	NC	0,00	0,72	2,10	1,19	8,12	0	0,00

Sécurité alimentaire, qualité et sécurité des aliments

3^e partie et fin

En ces temps d'inflation des prix des produits agricoles et alimentaires, de maladies diverses et de grandes difficultés pour une grande partie de la population algérienne à satisfaire ses besoins quantitatifs et qualitatifs, il m'est paru utile de poser le problème de la sécurité alimentaire du point de vue de la qualité, du mode de consommation et de la sécurité des aliments.

Dr Zoubir SAHLI,
Consultant agroéconomiste

Au niveau de certains ménages et individus qui ont adopté totalement un modèle qui se rapproche de celui des pays développés, il a été constaté aussi des conséquences négatives sur le plan sanitaire, avec des risques de pathologies et de dépenses de santé croissantes : maladies digestives, obésité, diabète, hypertension artérielle, maladies cardiovasculaires et cancers (M. Khiati, 2014). Selon les dernières estimations de la FAO (FAO STAT, 2021) et de l'OMS (2014), il ya eu en Algérie des cas de carences alimentaires et de maladies nutritionnelles (obésité, anémie, surpoids...).

La population algérienne, assez carencée en protéines et consommant de plus en plus de produits riches en calories, va se trouver confrontée ces cinq dernières années à d'autres difficultés, notamment d'accès à des produits riches comme la viande rouge, les poissons et, à un degré moindre, aux produits avicoles et à certains fruits.

D'où la relance du débat sur les niveaux alimentaires et nutritionnels et leurs conséquences sur la santé des Algériens.

Conclusion :

Sur le plan de la consommation alimentaire, tous les signaux montrent une assez nette amélioration des principaux indicateurs en Algérie, notamment :

- l'accès relativement facile aux principaux produits alimentaires, notamment les produits de base (céréales, lait, huiles de graine, sucre et pomme de terre), du fait notamment des soutiens apportés depuis de nombreuses années par les pouvoirs publics (subventions des prix à la consommation), de l'organisation des marchés des produits de base, de la mise à la disposition du plus grand nombre de produits alimentaires riches en calories et, à un degré moindre, en matières grasses et en protéines ;
- les rations par tête des produits de base et notamment les produits importés et subventionnés ont fortement augmenté et évolué de manière régulière depuis les années 70 à ce jour : produits céréaliers (plus de 220 kg/personne/an), lait et produits laitiers (plus 130 litres /personne/an), huile de graines (plus de 35 litres/an), sucre (plus de 30 kg/an), légumes secs (plus de 35 kg/personne/an), pomme de terre (plus de 80 kg/personne/an) ;
- un changement radical du modèle de consommation, qui est passé progressivement d'un modèle traditionnel de type rural et à diète maghrébine et méditerranéenne à un modèle de consommation de type urbain et occidental, riche en calories et relativement pauvre



en protéines végétales. L'adoption de ce nouveau modèle a quelque peu assuré la sécurité alimentaire d'une grande partie de la population dont les niveaux nutritionnels ont évolué vers des niveaux acceptables comparés aux niveaux nutritionnels moyens à l'échelle mondiale, et qui sont largement supérieurs à ceux observés à l'échelle arabe et africaine (en moyenne : plus de 3.450 Kcaloris/personne/an, 90 grammes de protéines brutes et 50 grammes de lipides). Mais on est en présence d'un modèle qui a un impact souvent négatif sur les niveaux nutritionnels et sanitaire des consommateurs et qui coûte cher. L'essentiel des produits consommés, des calories et des protéines ingérées est importé et payé en devises fortes.

Mais aujourd'hui, il est question de savoir si cette situation va perdurer et si l'Algérien consomme correctement et comment.

Il ya aussi un problème qui est devenu presque spécifique aux conditions d'accès des consommateurs aux produits alimentaires : on a relevé déjà depuis longtemps que l'Algérien a plus de facilités d'accès aux produits importés ou aux produits agroalimentaires issus des matières premières importées (semoule de blé dur, farine et pain de blé tendre, lait de consommation courante produits avicoles, sucre, huiles de graines, café...) qu'aux produits locaux (dont les produits agricoles frais comme la viande rouge, le poisson, certains légumes, les fruits frais, les fruits secs, le miel, les produits laitiers...). Evidemment, la première catégorie de produits est sou-vent encadrée par des règles, avec des prix au détail souvent subventionnés et en rapport avec le pouvoir d'achat des consommateurs. La deuxième catégorie de produits obéit à la loi de l'offre et la demande et se trouve imbriquée dans

des systèmes de transactions commerciales souvent non transparentes ; les produits de consommation de cette catégorie sont de plus en plus souvent impactée par l'inflation.

Conséquence : Une grande partie de la population et la majorité des consommateurs appuient leurs modèles de consommation sur l'acquisition de produits de la première catégorie, certes riches en calories, mais assez modestes lorsqu'il s'agit de nutriments de base comme les protéines, une partie des matières grasses, des sels minéraux ou des vitamines.

Cependant, avec les niveaux de croissance démographique atteints en Algérie et l'évolution des besoins et des modes de consommation en ce début du 21^e siècle, il est actuellement difficile de se faire une idée précise des niveaux nutritionnels réels atteints par l'Algérien moyen. A notre connaissance, aucune enquête de consommation alimentaire détaillée et concernant l'ensemble de la population algérienne n'a été lancée et ce depuis plus de vingt cinq ans. L'enquête la plus sérieuse a été effectuée en 1988, une autre enquête a été lancée avec l'appui de la FAO en 2001, mais ses résultats n'ont pas été publiés.

D'où l'intérêt et l'urgence d'une grande enquête de consommation alimentaire et le lancement d'un véritable diagnostic des régimes alimentaires et du modèle de consommation des Algériens pour mesurer à quel stade réel ils sont et comment ils pourront améliorer leur niveau alimentaire.

Il devient nécessaire aussi de faire un examen sérieux des meilleures conditions de changement de l'actuel modèle de consommation, corrélativement avec le changement de la trajectoire actuelle de la croissance de la population et de l'évolution des niveaux de vie.

Par ailleurs et sur le plan strictement « qualité et sécurité des aliments », nous appuyons les propositions faites il y a quelques années par le Ministère de la Santé, notamment :

- l'amélioration et la facilitation de l'information des consommateurs sur la valeur nutritive des
- denrées alimentaires ;
- le renforcement de la coordination intersectorielle en matière de lutte contre les maladies non transmissibles (diabète, maladies cardiovasculaires et respiratoires,...), sous l'égide du Ministère chargé de la Santé
- la poursuite des actions relatives à la réduction du sucre, sel et matières grasses dans certaines denrées alimentaires ;
- organiser des campagnes de sensibilisations des consommateurs et des professionnels concernés sur le coût des maladies non transmissibles sur l'économie nationale (médecins, nutritionnistes, spécialistes en industries alimentaires, enseignants, spécialistes en communication,...) ;
- ancrer dès le jeune âge des consommateurs aux bonnes habitudes et pratiques nutritionnelles (écoles) ;
- former et instruire les établissements assurant la restauration collective à leurs employés de respecter les recommandations de l'autorité sanitaire nationale en matière de réduction du sucre, sel et matières grasses, lors de préparations des repas ;
- encourager la recherche et le développement au sein des entreprises pour la formulation d'aliments sains et nutritifs en respectant la durabilité du système de production (équité socialement acceptable, économiquement viable et écologiquement durable).

BLIDA

Des mesures préventives
en prévision de la saison
des pluies

La Direction de l'hydraulique et des ressources en eau de la wilaya de Blida a pris une série de mesures préventives en prévision de la saison des pluies, portant notamment sur le curage des oueds et des avaloirs, a-t-on appris lundi auprès de cette instance. Le directeur du secteur, Abdelkrim Al-louche, a indiqué à l'APS qu'en prévision de l'arrivée des pluies, une série de mesures préventives a été prise, portant essentiellement sur le curage et le nettoyage de tronçons d'oueds répartis à travers le territoire de la wilaya, notamment ceux dont le niveau augmente lors de fortes précipitations et qui traversent des zones urbaines. L'opération, lancée en août dernier dans une 1ère phase englobant une distance de plus de 4 kilomètres, a ciblé les points noirs, à l'instar des Oueds Beni Azza et Merad à Kaf Hammam (commune d'Ouled Yaïch), de l'oued Sidi El Kebir dans la commune de Blida, de l'oued Makh-louf à Ben Khelil, ainsi que de l'oued Mimoun à Boufarik. Elle devrait prochainement s'étendre à l'ensemble des points recensés. Dans le même cadre, l'Office national de l'assainissement (ONA) a procédé au curage de 2.437 avaloirs et au traitement des différents cas d'obstruction provoqués par les dépôts anarchiques de déchets ou de corps solides. L'opération a également porté sur le nettoyage de 15 kilomètres de réseaux d'assainissement.

BOUIRA

Saisie de 8 quintaux de
viande rouge impropres à
la consommation

Une quantité de 8 quintaux de viande rouge impropres à la consommation humaine, a été saisie à Bouira, lors d'une opération menée par les services de police, rapporte lundi un communiqué de la Sûreté de la wilaya. Menée dans le cadre des efforts de la sûreté visant à protéger et à préserver la santé publique, cette opération a permis aux éléments de police d'intercepter deux camions transportant deux vaches immolées de façon clandestine et destinées à la consommation humaine, sans se conformer aux normes vétérinaires et d'hygiène, selon les détails fournis dans le communiqué de la sûreté de la wilaya. Après une opération de contrôle menée conjointement avec les services de la sûreté urbaine, de la protection de l'environnement et des services vétérinaires, "il s'est avéré que cette quantité de viande est impropre à la consommation en raison de l'absence de conditions de conditionnement et d'hygiène", ont expliqué les services de la sûreté dans le même document. Cette quantité de viande rouge a été directement saisie et détruite, et des procédures judi-

AÏN TEMOUCHENT

Mise en service de nouvelles
infrastructures sanitaires et
éducatives

La wilaya d'Aïn Temouchent s'est renforcée par plusieurs nouvelles infrastructures sanitaires et éducatives, dont la mise en service a été supervisée, lundi, par le wali, Mabrouk Ouled Abdennebi.

Dans la commune d'El-Amria, le wali a supervisé la mise en service d'un nouveau centre de prise en charge des enfants aux besoins spécifiques. Cet établissement spécialisé, doté d'une capacité d'accueil de 120 enfants, accueille actuellement 76 enfants, signale-t-on. Agés de 3 à 16 ans, ils sont répartis dans huit classes spécialisées, a indiqué le directeur de wilaya de l'Action sociale, Tarek Belkat. Ce centre, qui est le premier du genre dans la commune d'El-Amria, est destiné à la prise en charge des enfants présentant une déficience mentale ou atteints de troubles du spectre de l'autisme, issus de la commune d'El-Amria et des communes voisines, selon les explications fournies sur place. Le wali a donné

des instructions aux responsables du secteur de l'Action sociale afin de mettre à disposition tous les moyens nécessaires pour assurer une prise en charge adéquate de cette catégorie et son accompagnement sur le terrain. Dans la commune d'Oulhaça, une nouvelle salle de soins est également entrée en service dans le village de Zaâr. Elle a été réalisée dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL) et équipée par le secteur de la Santé et de la Population. Cette structure sanitaire a été dotée de l'encadrement médical nécessaire pour assurer les soins de santé de base aux habitants du village et des zones avoisinantes, dans le cadre des efforts visant à rapprocher les services de santé des ci-

toyens, a expliqué le directeur de wilaya de la Santé et de la Population, Abdelkrim-Mohamed Zemat. Dans le secteur de l'Education, le premier responsable de l'exécutif d'Aïn Temouchent a également supervisé la mise en service de sept groupements scolaires dans la commune d'Aïn Temouchent, d'un nouveau collège d'enseignement moyen (CEM) dans la commune d'Oulhaça et d'un lycée dans la commune d'El-Malah. Ces infrastructures s'inscrivent dans le cadre de l'ensemble des nouvelles structures éducatives mises en service à travers la wilaya à l'occasion de la rentrée scolaire en cours, représentés par sept groupements scolaires primaires, trois collèges et un lycée, a-t-on indiqué. APS

MASCARA

Achèvement d'une campagne régionale
de réparation des fuites d'eau

L'unité de l'Algérienne des Eaux (ADE) de la wilaya de Mascara a récupéré 16.800 m3 d'eau potable dans le cadre d'une campagne régionale de réparation des fuites enregistrées sur la conduite principale d'adduction du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), alimentant le corridor de Sig. Cette campagne, qui s'est achevée lundi, a mobilisé des équipes techniques de plusieurs wilayas, a indiqué le directeur de l'unité, Mohamed Bentouaf. M. Bentouaf a précisé à l'APS que les opérations, menées durant cinq jours, ont mobilisé plus de 50 agents des équipes tech-

niques des unités de l'ADE des wilayas de Mascara, Mostaganem, Tiaret et Tlemcen. Les interventions sur plusieurs points de la conduite principale du système de transfert MAO ont permis de récupérer un volume total de 16.800 m3 d'eau potable. Ces opérations ont également permis de réparer sept importantes fuites d'eau localisées sur différents tronçons de cette conduite, qui alimente notamment les communes de Sig, El-Alaïmia, Ras El Aïn Amirouche, Oggaz et Bouhenni. Organisée par la direction générale de l'ADE, en coordination avec les autorités de la wilaya, cette campagne a contribué à

améliorer l'approvisionnement en eau potable au niveau du corridor de Sig desservi par le système MAO et à réduire les perturbations susceptibles d'affecter le programme quotidien de distribution de cette ressource dans les communes concernées, a ajouté le même responsable. Cette opération s'inscrit également dans le cadre du renforcement de la coopération et de la coordination entre les différentes unités de l'ADE, notamment en matière d'intervention et de réparation des fuites enregistrées sur la conduite principale d'adduction du système MAO, a-t-on souligné de même source.

Par ailleurs, M. Bentouaf a annoncé que l'unité de wilaya de l'ADE prévoit, dans les prochains jours, l'organisation d'une vaste campagne de réparation des fuites sur les réseaux de distribution d'eau potable à l'intérieur des zones urbaines de plusieurs communes de la wilaya. Cette opération vise à améliorer l'alimentation en eau potable et à récupérer d'importantes quantités de cette ressource vitale, dans le cadre des efforts visant à réduire les pertes sur les réseaux de distribution, a-t-il conclu.

APS

SIDI BEL-ABBÈS

Accélération de l'installation des équipements du projet de transfert d'eau
potable depuis la station de dessalement de Chatt El Hilal

Les opérations d'acquisition et d'installation des équipements électromécaniques et électriques des stations de pompage et des ouvrages relevant du projet de renforcement de l'approvisionnement en eau potable, à partir du couloir de la Tafna relié à la station de dessalement d'eau de mer de Chatt El Hilal (Aïn Témouchent), se poursuivent dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, dont le taux de réalisation a dépassé 75 %, en prévision du lancement des essais techniques devant précéder la mise en service de cette infrastructure, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Selon la même source, le wali de Sidi Bel-Abbès, Kamel Hadji, a présidé dimanche une réunion de travail consa-

crée au suivi de l'état d'avancement administratif, financier et physique du projet. A cette occasion, il a donné des instructions visant à accélérer l'acheminement des équipements techniques restants et à achever les aménagements extérieurs des différents sites, tout en intensifiant les efforts et en renforçant les équipes mobilisées afin de permettre la livraison du projet dans les délais impartis. De son côté, le directeur des ressources en eau de la wilaya, Belmerir Djebbar, a indiqué que "les services du secteur œuvrent en étroite coordination avec les différents intervenants pour accélérer le montage des derniers équipements et entamer la phase des essais", en vue de permettre la mise en service de ce cou-

loir stratégique dans les meilleurs délais et d'assurer une distribution régulière et équitable de l'eau à travers les communes de la wilaya, notamment celles connaissant une forte demande. Ce projet constitue l'une des principales opérations structurantes visant à renforcer la sécurité hydrique dans la wilaya. Il prévoit la pose de conduites en acier d'un diamètre de 900 mm, destinées à acheminer un volume supplémentaire de 70.000 m³/jour. Cet apport devrait permettre d'instaurer un régime de distribution quotidien et régulier au profit du chef-lieu de wilaya et de plusieurs communes, tout en contribuant à préserver les nappes phréatiques contre la surexploitation et à répondre aux besoins liés à l'extension

urbaine et au développement des pôles industriels. Lors de cette réunion, l'accent a également été mis sur la mobilisation des services de l'hydraulique, de Sonelgaz, des bureaux d'études et des entreprises chargées de la réalisation, en vue de mutualiser les moyens logistiques et de renforcer la coordination sur le terrain. L'objectif est d'accélérer l'achèvement des travaux restants, dans le respect des exigences techniques et des délais contractuels, afin de contribuer à assurer la stabilité de l'approvisionnement en eau potable dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a-t-on précisé.

APS

Algérie : et si la diaspora devenait une force de souveraineté économique ?

Un chiffre devrait nous interpeller. Selon le rapport Sending Money Home 2026 du Fonds international de développement agricole (FIDA), l’Algérie aurait reçu en 2025 1,79 milliard de dollars d’envois de fonds de ses migrants. Elle se situe ainsi au 11^e rang africain. À titre de comparaison, le Nigeria aurait reçu 22,78 milliards de dollars et l’Égypte 41,51 milliards. L’écart est considérable. Pourtant, la diaspora algérienne est particulièrement importante, notamment en France. Faut-il en conclure qu’elle contribue insuffisamment à son pays d’origine ? Ce serait probablement aller trop vite.

Par Kaci-Kacem AIT YALLA (*)

La véritable question est peut-être différente : Pourquoi l’Algérie ne parvient-elle pas à transformer davantage la puissance économique de sa diaspora en flux financiers officiels, en investissements productifs et, à terme, en création de valeur nationale ?

Une partie de l’argent échappe aux statistiques

Les transferts officiels ne représentent pas nécessairement l’ensemble de la contribution réelle de la diaspora. De nombreuses familles reçoivent directement des devises lors des voyages. D’autres dépenses sont effectuées depuis l’étranger. Des logements sont financés, des travaux payés, des proches aidés et des investissements réalisés sans que tous ces flux apparaissent nécessairement dans les statistiques des transferts bancaires. À cela s’ajoute une réalité bien connue : l’existence d’un marché parallèle des devises et l’écart important entre le taux officiel et celui pratiqué sur ce marché. Le FMI relevait encore récemment l’importance de cette différence et la nécessité de réduire l’informalité. Le problème n’est donc probablement pas l’absence de solidarité de la diaspora. Il est aussi celui de la formalisation de cette solidarité.

Pourquoi choisir le circuit officiel ?

La question doit être posée sans jugement moral. Un système financier efficace ne demande pas au citoyen d’agir durablement contre son intérêt économique. Il doit au contraire créer les conditions permettant de faire converger l’intérêt individuel et l’intérêt national. Si le transfert officiel est moins avantageux, plus complexe ou moins souple que les circuits alternatifs, il sera difficile de modifier durablement les comportements par la seule réglementation. L’objectif devrait donc être simple : rendre le circuit officiel plus attractif, plus sûr et plus utile que le circuit informel.

La sortie de la liste grise du GAFI crée une nouvelle responsabilité

La sortie de l’Algérie de la liste grise du Groupe d’action financière (GAFI), décidée en juin 2026 après l’achèvement de son plan d’action, constitue une avancée importante pour le pays. Mais cette réussite doit maintenant être consolidée. Dans un système financier international où la traçabilité des flux, l’identification des bénéficiaires effectifs et la lutte contre le blanchiment d’argent, le financement du terrorisme et de la prolifération deviennent toujours plus exigeants,

l’avenir ne peut être celui d’une circulation massive et durable de capitaux en dehors des circuits transparents. L’Algérie reste par ailleurs confrontée à une économie informelle considérable. Formaliser davantage les transferts de la diaspora n’est donc pas seulement une question de devises. C’est également un enjeu de sécurité financière, de transparence, de confiance et de crédibilité internationale. Plutôt que de culpabiliser ceux qui utilisent les circuits informels, il faut leur donner de bonnes raisons économiques de rejoindre les circuits officiels.

Créer un véritable Pacte économique avec la diaspora

L’Algérie pourrait franchir une nouvelle étape en proposant à sa diaspora non seulement de transférer son argent, mais d’investir dans l’avenir du pays. Une première initiative pourrait être la création d’un Fonds d’investissement de la diaspora algérienne. Ce fonds, alimenté volontairement en devises, pourrait financer des projets productifs clairement identifiés : PME, industrie, agriculture, numérique, tourisme, santé, énergies renouvelables ou entreprises exportatrices. Mais une condition serait impérative : il ne devrait surtout pas être conçu comme un simple appel patriotique à apporter des devises à l’État. Il devrait être un véritable produit d’investissement, réglementé, audité et transparent, avec une gouvernance clairement établie, une information régulière sur les investissements réalisés, une appréciation des risques, une perspective de rendement et des conditions de sortie connues à l’avance. La confiance ne se décrète pas. Elle se construit.

Faire de chaque transfert officiel une porte d’entrée vers l’investissement

Pourquoi ne pas aller plus loin ? Un Algérien de l’étranger utilisant régulièrement les circuits officiels pourrait bénéficier, dans un cadre transparent et équitable, de services spécifiques : accompagnement bancaire et entrepreneurial, produits d’épargne en devises, financement immobilier, accès facilité à certains investissements, accompagnement dans la création d’entreprise ou possibilités nouvelles de participation au marché financier algérien. L’objectif serait progressivement de passer de : Diaspora → Transfert → Consommation à : Diaspora → Épargne → Investissement → Entreprise → Emploi → Exportation → Devises Car la véritable indépendance économique ne viendra pas simplement de davantage de devises transférées. Elle viendra de notre capacité à transformer ces devises en production de richesse.

Garantir celui qui investit

Une question fondamentale se pose alors à tout membre de la diaspora souhaitant investir : Si j’entre légalement avec mon capital, pourrai-je disposer de mon investissement, de ses revenus et, dans les conditions prévues par la loi, les transférer ? Cette question ne doit pas être considérée comme secondaire. Elle est au cœur de la confiance. Le Nigeria constitue à cet égard un cas particulièrement intéressant à étudier. Avec 22,78 milliards de dollars reçus de sa diaspora en 2025 selon les données du FIDA, il se situe au deuxième rang africain et illustre l’importance que peuvent atteindre ces flux dans une grande économie disposant de relations financières importantes avec sa diaspora. L’Égypte constitue un autre cas majeur. Avec 41,51 milliards de dollars reçus en 2025, elle occupe la première place africaine et a développé différentes initiatives visant à faciliter les relations économiques et financières avec ses ressortissants établis à l’étranger. Les expériences nigériane et égyptienne ne peuvent évidemment pas être transposées mécaniquement à l’Algérie : les économies, les diasporas, les systèmes bancaires et les régimes de change sont différents. – Mais nous pouvons faire quelque chose de beaucoup plus intelligent que copier : étudier ce qui fonctionne, comprendre pourquoi cela fonctionne et l’adapter à la réalité algérienne. Mettre la banque algérienne dans la poche de l’Algérien du monde En 2026, transférer ou investir dans son pays d’origine devrait pouvoir se faire depuis un téléphone. Ouverture simplifiée d’un compte en devises, KYC sécurisé, signature électronique, transfert rapide, investissement à distance, suivi des placements, accompagnement personnalisé : la relation entre la diaspora et le système financier algérien doit devenir numérique, simple et compétitive. L’Algérie dispose ici d’une formidable opportunité. Car lorsqu’un euro passe par un circuit transparent, il peut entrer dans le système bancaire, contribuer au financement de l’économie, devenir investissement et participer à la création de richesse. Lorsqu’il reste durablement dans l’informel, une grande partie de cette capacité est perdue pour l’économie structurée. Mais la diaspora n’est pas seulement une source de devises Ce serait une grave erreur de réduire les Algériens établis à l’étranger à leur portefeuille. La diaspora possède également un immense capital humain. Ingénieurs, médecins, chercheurs, enseignants, entrepreneurs, fi-

nanciers, techniciens, cadres, artistes et étudiants constituent autant de passerelles potentielles entre l’Algérie et le reste du monde. La véritable équation devrait donc être : Devises + Investissements + Compétences + Réseaux + Marchés - Un entrepreneur de la diaspora qui permet à une PME algérienne d’accéder à un marché international peut créer davantage de richesse qu’un simple transfert familial. - Un chercheur qui organise une coopération technologique peut apporter davantage qu’un dépôt bancaire. - Un investisseur qui contribue au développement d’une entreprise exportatrice transforme une entrée ponctuelle de devises en capacité durable à produire de nouvelles devises. Et c’est précisément cette transformation dont l’Algérie a besoin pour réduire progressivement sa dépendance historique aux hydrocarbures.

Lecture PACAH™ : transformer un flux en capacité souveraine

La souveraineté économique ne consiste pas seulement à disposer de réserves de change ou de ressources naturelles. Elle consiste à maîtriser suffisamment de sources différentes de création de valeur pour qu’aucune dépendance excessive ne fragilise l’ensemble du pays. La diaspora peut devenir l’une de ces sources. Mais l’État ne peut pas simplement demander la confiance. Il doit construire les conditions qui rendent cette confiance rationnelle. Transparence. Sécurité juridique. Traçabilité. Rendement identifiable. Possibilité de sortie. Accompagnement. Services bancaires compétitifs. Projets évaluable. Résultats publiés. La sortie de la liste grise du GAFI constitue une étape. La formalisation durable des flux et leur transformation en investissement productif pourraient constituer la suivante. L’ambition ne devrait donc pas simplement être de faire passer les transferts officiels de 1,79 milliard de dollars à quelques milliards supplémentaires. Elle devrait être beaucoup plus grande : faire de la diaspora algérienne l’un des acteurs de la diversification et de la souveraineté économique du pays. La question n’est alors plus : « Combien la diaspora envoie-t-elle en Algérie ? » Mais : « Comment l’Algérie peut-elle donner à sa diaspora la confiance, les instruments et les raisons économiques d’investir durablement dans son avenir ? » (*) Fondateur PACAH™ Président d’honneur fondateur du Cluster Digital Africa

(*) Fondateur PACAH™
Président d’honneur fondateur du Cluster Digital Africa

LIBYE /APRÈS LES COUPURES DE COURANT DE L'ÉTÉ
Le Premier ministre Dabaiba ordonne la mise en œuvre d'un plan visant à éviter de nouvelles crises énergétiques

Le Premier ministre, Abdulhamid Dabaiba a demandé que des échéances claires soient fixées pour achever la maintenance des centrales électriques, des postes de transformation et de distribution, des lignes de transport et des autres composantes du réseau. Le Premier ministre a chargé le nouveau conseil d'administration de la Compagnie générale d'électricité (GECOL) de mener à bien les travaux de maintenance et de préparer le réseau bien à l'avance aux prochains pics de consommation, afin d'éviter la répétition des crises et des pannes de courant survenues durant l'été 2026. Ces instructions ont été données lors d'une réunion prolongée avec la nouvelle direction de l'entreprise, présidée par Al Bashir al Marash, en présence de ministres et de représentants du gouvernement. M. Dabaiba a reconnu que les événements de l'été exigeaient de s'attaquer aux causes structurelles des pannes et de tirer les leçons des conséquences subies par la population et l'activité économique. Le Premier ministre a insisté sur la nécessité de fixer des échéances précises pour la réalisation des travaux de maintenance des centrales électriques, des postes de transformation et de distribution, des lignes de transport et des autres composantes du réseau. L'objectif est d'améliorer la stabilité du système et d'être préparé aux périodes de forte consommation, lorsque la demande accrue de climatisation exerce traditionnellement une pression sur les capacités disponibles. Une présentation faite lors de la réunion a exposé les principaux risques identifiés par GECOL dans le cadre de son plan stratégique 2026-2030. En matière de sécurité, l'entreprise craint de nouvelles attaques contre les centrales électriques et les postes de transformation, le sabotage des lignes de transport d'électricité, les menaces contre le personnel technique et les cyberattaques contre les systèmes de contrôle. Les contre-mesures comprennent le renforcement de la protection des sites stratégiques, la coordination avec les services de sécurité, l'installation de systèmes de surveillance et l'élaboration de plans d'urgence et de méthodes alternatives d'exploitation du réseau. Gecol met également en lumière les risques financiers, opérationnels et d'approvisionnement. Parmi ceux-ci figurent les retards dans l'allocation des fonds publics, la hausse des prix des matériaux et des équipements, les pénuries de pièces détachées, la baisse d'efficacité des unités de production et les difficultés d'approvisionnement en carburant. Le plan préconise des programmes de maintenance préventive, la constitution de stocks stratégiques de pièces détachées et de carburant, la diversification des fournisseurs et un suivi plus rigoureux de la mise en œuvre des projets. Une section est également consacrée à la gouvernance et à la transparence, abordant les risques d'abus, de corruption financière et administrative, de chevauchement des responsabilités et de faiblesse des systèmes de contrôle. Dabaiba a également appelé au renforcement de la Police de l'Electricité, chargée de protéger les centrales électriques, les sous-stations et les lignes de transport contre toute falsification et de lutter contre le vol d'énergie. Les entités publiques, les usines, les exploitations agricoles, les commerces, les entreprises et les prestataires de services seront tenus d'installer des compteurs et de réparer les branchements non autorisés. Selon le Premier ministre, la stabilité du réseau est une responsabilité partagée qui requiert la collaboration des gouvernements, de la compagnie d'électricité, des forces de sécurité et des usagers.

Agence

ÉGYPTE

L'excédent primaire atteint 4,9 % du PIB en 2025/2026

« L'an prochain, nous visons un déficit à 7 % du PIB, une première depuis longtemps pour l'Egypte, dont le ratio sera inférieur à la moyenne des marchés émergents », a affirmé le ministre des Finances égyptien.

Le ministre des Finances, Ahmed Kouchouk, a annoncé lundi 21 septembre que l'Egypte a enregistré un excédent primaire de 4,9 % du PIB pour l'exercice fiscal clos en juin et vise un déficit budgétaire ramené sous les 5 % cette année, lors de la conférence de la Chambre de commerce américaine (AmCham). « L'an prochain, nous visons un déficit à 7 % du PIB, une première depuis longtemps pour l'Egypte, dont le ratio sera inférieur à la moyenne des marchés émergents », a-t-il affirmé. Sur le plan de la discipline budgétaire, le pays a clos l'année avec un excédent primaire de 4,9 % du PIB - surpassant les attentes - et a ramené le déficit global à 5,8 %.

« C'était un exercice difficile clos en juin, mais l'Egypte a fait preuve d'une forte résilience », a déclaré le ministre.

Des ventes d'actifs de 1,5 milliard de dollars d'ici à la fin de 2026

Interrogé sur le programme de cessions d'actifs publics, Kouchouk a indiqué que le gouvernement visait environ quatre à cinq opérations cette année, pour des recettes d'environ 1,5

milliard de dollars. « Nous avons déjà réalisé une opération, celle de Gabal El-Zeit », a-t-il précisé, faisant référence à une transaction conclue en juillet pour 420 millions de dollars, stipulant l'investissement, l'exploitation et la gestion du parc éolien de Gabal El-Zeit par le partenaire privé Alcazar Energy. Ce programme constitue l'un des piliers du programme de réforme mis en oeuvre avec le Fond Monétaire International. Les cessions avait été retardées à plusieurs reprises en raison des tensions dans la région et la volonté du gouvernement à faire les offres aux bons moments, d'après les déclarations du premier ministre Mostafa Madbouly. Sur les neuf premiers mois de l'exercice 2025-2026, les technologies de l'information et de la communication (TIC) constituent le secteur ayant la plus grande croissance avec une contribution de 16,2 % au PIB, suivies du tourisme (12,3 %) tandis que les industries manufacturières se classent au troisième rang. Face aux engorgements logistiques, il a promis des mesures tangibles : « Dans les semaines à venir, nous assisterons à

des améliorations majeures en douane, réduisant les temps de dédouanement, les charges, et créant un système plus prévisible en temps et en argent. »

L'Égypte en tête des destinations d'IDE en Afrique

S'agissant de l'attractivité du pays, l'Egypte s'impose en tête des destinations d'investissements directs étrangers (IDE) en Afrique avec 15,45 milliards de dollars captés en 2025 sur un total continental de 69,5 milliards de dollars. Abordant la question de l'endettement, le ministre a révélé que « la dette des administrations publiques couvertes par le budget s'inscrit dans une trajectoire baissière durable, ramenée à moins de 88 % du PIB malgré les chocs externes, avec l'ambition de descendre à 78 % l'an prochain ». « Nous nous étions engagés à réduire la dette gouvernementale extérieure de 1 milliard de dollars, et nous avons réussi à la baisser de 6 milliards de dollars sur les trois dernières années », a indiqué le ministre.

Agence

DU SAHARA À TUNIS

La ruée vers l'investissement dans le tourisme tunisien reprend

L'intérêt manifesté par les opérateurs internationaux et italiens intervient alors que la Tunisie a déjà franchi le seuil des six millions de visiteurs depuis le début de l'année, début août. La reprise du tourisme en Tunisie s'étend également au Sahara, où de nouveaux projets hôteliers et la réouverture d'établissements fermés depuis des années transforment l'offre de l'une des principales destinations de la région. À Tozeur, le nouvel hôtel The Mora Sahara Tozeur, propriété du groupe TUI, est désormais opérationnel, tandis que le groupe Horchani prépare la réouverture du Tozeur Plaza, acquis par sa filiale hôtelière Odyssée Hotels. Par ailleurs, quatre hôtels de la région ont rouvert leurs portes en 2026 après des années de fermeture. De nouveaux projets hôteliers de grandes chaînes internationales sont également en cours de développement ou de finalisation à Tunis. Dans la capitale, des groupes internationaux tels que Hilton, Accor, Marriott et Radisson se préparent à ouvrir leurs portes. Cette tendance affecte particulièrement le tourisme d'affaires, de congrès et urbain, en plus des destinations balnéaires tradi-

tionnelles. Le gouvernement tunisien vise ainsi à renforcer l'offre hôtelière et à soutenir la croissance du nombre d'arrivées grâce à de nouveaux investissements. Ce cadre inclut également les procédures engagées pour l'implantation de grandes chaînes hôtelières espagnoles en Tunisie, suite à une rencontre le 4 août entre le ministre du Tourisme, Sofiane Tekaya, et l'ambassadeur d'Espagne à Tunis, Isidro Antonio González Afonso. Les discussions ont également porté sur le renforcement des liaisons aériennes et des vols touristiques, ainsi que sur la possibilité de rouvrir certains établissements hôteliers fermés ou en difficulté. Le marché italien développe également sa présence, notamment grâce aux tour-opérateurs, aux nouveaux produits et aux voyageurs spécialisés. Pour l'été 2026, Alpitour a ajouté l'Alpiclub Melia El Mansour Mahdia et le circuit Alpiexplò Autentica Tunisia à son offre, complétant ainsi les offres traditionnelles des marques Bravo, Franco-rosso et Alpitour. Le groupe présente également la Tunisie comme une destination proposant des itinéraires culturels et archéologiques. L'importance du marketing réside

également dans la présence de Th Resorts, via la marque Baobab, qui proposera en 2026 un portefeuille d'établissements sur la côte tunisienne, de Korba à Hammamet et Yasmine Hammamet. Parmi ces établissements figurent l'Africa Jade Thalasso Hotel, Le Royal Hammamet, l'Alhambra Thalasso Hotel, le TMK L'Atrium Yasmine, le TMK Flora Park Hotel, le Houda Yasmine Hammamet, le Yadis Hammamet et le Golden Tulip Président Hammamet. Il s'agit toutefois d'une présence commerciale dans le secteur du tourisme et non d'une acquisition immobilière par le groupe italien. Nicolaus adopte une stratégie similaire, proposant en 2026 une gamme d'établissements principalement situés à Djerba et dans les principales stations balnéaires. Son offre comprend notamment le Nicolaus Club Helios Beach Djerba, commercialisé par le groupe italien mais géré par la chaîne hôtelière espagnole Vincci Hotels. Veratour et Eden Viaggi sont également présents dans les catalogues 2026, avec des villages et des séjours dans les principales destinations tunisiennes.

Synthèse R I/Agence

EXPORTATIONS AMÉRICAINES

L’Afrique au cœur du pari commercial de Washington

Les États-Unis figurent parmi les principaux partenaires commerciaux de l’Afrique, aux côtés de l’Union européenne, de la Chine et de l’Inde. Sur le continent, Washington poursuit son offensive commerciale en ciblant certains secteurs d’activité et certains marchés considérés comme prioritaires.

Le 16 septembre dernier, la Société américaine de financement du développement international (DFC) a approuvé un mécanisme de financement du commerce de 500 millions \$ destiné à faciliter les exportations américaines vers les marchés émergents d’Amérique du Sud, d’Asie du Sud-Est et d’Afrique. Ben Black, directeur général de l’institution, en a détaillé les contours dans un entretien accordé à Reuters.

De quoi s’agit-il ?

Le dispositif repose sur une contre-garantie accordée par la DFC à la Société financière internationale (IFC), la branche de la Banque mondiale consacrée au secteur privé, dans le cadre de son Programme mondial de financement du commerce. Concrètement, cette garantie doit permettre à des banques étrangères d’accroître leur capacité à financer des transactions commerciales portant sur des biens américains. La DFC précise que ces garanties seront exclusivement utilisées pour soutenir les exportations américaines. D’après M. Black, le mécanisme pourrait débloquent jusqu’à 20 milliards \$ d’exportations américaines. Parmi les secteurs prioritaires ciblés par cette initiative figurent, entre autres, les produits agricoles (céréales, soja), les fibres naturelles, le fer et l’acier, les ordinateurs, les équipements électriques, les véhicules ou encore les machines industrielles. Si le responsable n’a pas donné de détails sur les banques ni les pays africains susceptibles de bénéficier du dispositif, les initiatives américaines déjà engagées sur le continent permettent néanmoins de mettre cette annonce en perspective.

Des débouchés déjà recherchés dans l’agriculture

Dans l’agriculture, cette démarche était déjà visible avant l’annonce de la DFC. En juin dernier, le département américain de l’Agriculture (USDA) annonçait une mission commerciale agro-industrielle à Accra, destinée à mettre en relation des exportateurs américains avec des acheteurs du Ghana et de la région. L’agence présentait alors le Ghana comme une porte d’entrée vers l’ensemble du marché ouest-africain, avec l’objectif d’y développer les débouchés pour les viandes, céréales, produits laitiers, ingrédients et aliments transformés américains. Cette initiative s’inscrit dans une démarche plus large visant à faciliter l’accès des produits américains aux marchés africains. Le Nigeria en offre une illustration récente dans le secteur de la viande. En août 2026, les autorités nigérianes ont autorisé l’importation d’une gamme élargie de produits américains à base de bœuf et de porc, jusque-là fortement restreinte. Cette évolution intervient après plusieurs années de démarches de la Fédération des exportateurs de viande des États-Unis (USMEF), qui avait appelé en juin Washington à utiliser l’AGOA comme levier pour obtenir un meilleur accès à plusieurs marchés africains, dont le Nigeria.

Télécoms et énergie : d’autres secteurs d’activité en ligne de mire

L’USMEF présente toutefois l’ouverture du marché comme l’aboutissement de discussions engagées depuis plusieurs années avec

les autorités nigérianes, avec l’appui du département américain de l’Agriculture. L’offensive commerciale américaine ne se limite toutefois pas aux produits agricoles. Dans les télécommunications, l’Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) a annoncé, en mai 2026, le financement d’une étude de faisabilité portant sur l’installation d’environ 1 500 stations de base mobiles fabriquées aux États-Unis au Bénin, en Côte d’Ivoire, au Ghana et au Nigeria. Le projet est porté par l’entreprise américaine Vanu Inc., basée dans le Massachusetts. Au-delà de l’objectif de connecter les zones rurales et hors réseau, l’initiative comporte une dimension commerciale clairement assumée par Washington. L’USTDA indique que l’étude doit évaluer la viabilité commerciale d’un déploiement à grande échelle et permettre de mobiliser les financements nécessaires à sa réalisation. Dans le secteur de l’énergie, l’USTDA intervient également au Nigeria. Le 7 juillet, l’agence a annoncé le financement d’une étude de faisabilité pour une unité de liquéfaction de gaz naturel à petite échelle développée avec l’entreprise nigériane Powergas Nigeria Ltd. L’étude doit notamment évaluer les aspects techniques et financiers du projet, élaborer un plan de mise en œuvre et identifier des fournisseurs américains pour des équipements tels que les systèmes de liquéfaction, les commandes électriques et les services d’ingénierie. Selon l’USTDA, ce soutien doit ouvrir des opportunités d’approvisionnement aux entreprises américaines sur le marché énergétique nigérian.

Agence

GENERAL BANK OF CAMEROON

Les dépôts clientèle baissent de 111 milliards FCFA en août, la dette bancaire augmente de 113 milliards

GBC a enregistré une baisse de 111,21 milliards de FCFA de ses ressources clientèle en août 2026. Celles-ci sont passées de 1 045,52 milliards à fin juillet à 934,31 milliards de FCFA un mois plus tard, soit un recul de 10,6 %, selon les calculs effectués à partir des situations mensuelles publiables de la banque. Dans le même temps, les dettes envers les banques et établissements financiers ont augmenté de 112,83 milliards de FCFA, passant de 83,18 milliards à 196,01 milliards. Elles ont ainsi progressé de 135,6 % en un mois. Leur hausse équivalait, arithmétiquement, à 101,5 % de la baisse des ressources clientèle. Cette quasi-correspondance ne permet toutefois pas d’établir que GBC s’est endettée auprès d’autres établissements pour compenser des retraits de clients. Les situations mensuelles présentent des soldes à la période de référence, sans préciser les opérations à l’origine des variations ni leurs contreparties. La structure du passif s’en trouve néanmoins sensiblement modifiée. Les ressources clientèle ne représentent plus que 63,2 % du bilan à fin août, contre 74,7 % un mois auparavant. À l’inverse, la part des dettes envers les banques et établissements financiers passe de 5,9 % à 13,3 %.

Les comptes d’épargne reculent de 36 %

La baisse de la collecte provient essentiellement des comptes d’épargne et des dépôts à vue. Les premiers ont diminué de 60,96 milliards de FCFA, à 107,61 milliards, soit une

contraction de 36,2 %. Ce poste représente à lui seul près de 55 % du recul net enregistré en août. Les dépôts à vue ont diminué de 51,70 milliards de FCFA, soit 6,2 %, pour s’établir à 777,77 milliards. Ils restent la principale composante des ressources clientèle, avec 83,2 % du total. Les autres postes évoluent peu. Les comptes à terme progressent de 1,35 milliard de FCFA, à 38,87 milliards, et les bons de caisse d’environ 98 millions, à 10,06 milliards. Ces hausses ne compensent qu’une faible partie du recul des dépôts à vue et de l’épargne. La publication ne ventile pas ces ressources par catégorie de déposants, secteur d’activité ou devise. Il est donc impossible de déterminer si la baisse provient de particuliers, d’entreprises, d’administrations publiques ou de quelques déposants importants, ni d’isoler d’éventuels reclassements comptables.

Les financements à la clientèle progressent de 1 %

Alors que la collecte diminue, les financements à la clientèle identifiâbles dans le bilan progressent légèrement. Ils atteignent 749,66 milliards de FCFA à fin août, contre environ 741,91 milliards un mois plus tôt, soit une hausse de 7,75 milliards ou 1 %. Cet encours comprend 486,53 milliards de FCFA de crédits à moyen terme, 141,44 milliards de crédits à court terme, 95,70 milliards de comptes débiteurs de la clientèle et 25,98 milliards de crédit-bail. Les créances rattachées en sont exclues, faute de pouvoir être

isolées avec certitude sur la reproduction du document. La progression est surtout portée par les crédits à court terme, en hausse de 9,73 milliards de FCFA, soit 7,4 %. Les crédits à moyen terme gagnent 3,93 milliards et le crédit-bail 504 millions, tandis que les comptes débiteurs de la clientèle reculent de 6,42 milliards. Rapportés arithmétiquement aux ressources clientèle, ces financements représentent 80,2 % à fin août, contre 71 % à fin juillet. La hausse de 9,3 points provient principalement de la contraction de la collecte. Ce calcul ne constitue pas un ratio prudentiel de liquidité et ne permet pas, à lui seul, de conclure à une tension de trésorerie.

Le bilan augmente de près de 80 milliards de FCFA

Malgré la baisse des ressources clientèle, le total du bilan de GBC augmente de 79,63 milliards de FCFA en août, soit 5,7 %, pour atteindre 1 478,38 milliards. À l’actif, l’essentiel de cette progression vient des opérations interbancaires et de trésorerie à vue. Leur encours passe de 167,54 milliards de FCFA à fin juillet à 240,25 milliards à fin août, soit une hausse de 72,71 milliards ou 43,4 %. Les titres de placement et opérations assimilées progressent de 2,51 milliards, à 400,25 milliards. Avec les opérations interbancaires et de trésorerie à vue, ces actifs totalisent 640,5 milliards de FCFA, soit 43,3 % du bilan.

Agence

NIGERIA

La raffinerie Dangote réduit les importations, mais pas la dépendance aux cours du pétrole

Depuis la fin des subventions en 2023, le Nigeria cherche à contenir le coût de l’énergie et du transport. Le gouvernement mise notamment sur le gaz naturel comprimé (GNC) pour réduire la dépendance des transports à l’essence. La raffinerie Dangote augmente la capacité du Nigeria à produire localement ses carburants, sans pour autant mettre le marché intérieur à l’abri des fluctuations pétrolières mondiales. Alors que l’installation fonctionne à pleine capacité, le prix de l’essence a atteint environ 1 400 nairas (1,05 dollars US) le litre à Lagos et Abuja en septembre, contre 1 200 nairas un mois plus tôt. Dans le nord, certaines stations la vendaient jusqu’à 1 500 nairas, tandis que le diesel dépassait 2 000 nairas. Cette hausse intervient après le relèvement par Dangote de son prix de sortie à 1 350 nairas le litre, notamment sous l’effet de l’augmentation du coût du pétrole brut, sachant que 40% du pétrole traité à la raffinerie est importé. La hausse des cours mondiaux provoquée par les tensions au Moyen-Orient se répercute ainsi encore sur le marché nigérian, malgré l’existence d’une importante capacité de raffinage domestique.

La fin des subventions expose davantage les prix

Cette situation s’inscrit dans un marché profondément transformé depuis la suppression de la subvention sur l’essence en 2023. Selon le ministre des Finances Taiwo Oyedele, les subventions aux carburants, combinées à la « subvention implicite du taux de change », représentaient près de 5 % du PIB avant les réformes. Le gouvernement ne veut pas revenir à ce système. Bola Tinubu estime que la subvention mobilisait d’importantes ressources publiques et laissait le Nigeria exposé aux variations des cours internationaux. Une partie des économies attendues a toutefois été absorbée par la hausse du coût de la dette : les taux d’emprunt public sont passés d’environ 8 % avant les réformes à 24 %. Dans le même temps, la masse salariale a presque doublé après le relèvement du salaire minimum à 70 000 nairas. Depuis la suppression de la subvention, les variations du prix du pétrole se transmettent davantage à l’économie réelle. Une hausse du carburant renchérit directement les déplacements des ménages et les coûts des transporteurs. Les analystes s’attendent ainsi à une pression supplémentaire sur l’inflation, qui s’est établie à 15,39 % en août, contre 15,43 % en juillet. L’inflation alimentaire atteignait 19,57 %. À moins de quatre mois de l’élection générale du 16 janvier 2027, cette pression sur le coût de la vie place les carburants au cœur du débat sur le bilan économique du gouvernement. L’exécutif cherche donc à agir sur les coûts de transport sans rétablir la subvention.

Le GNC comme alternative dans les transports

Le GNC constitue l’un des principaux axes de cette politique. Plus de 120 000 véhicules ont été convertis au cours des trois dernières années. Le pays compte également plus de 400 centres certifiés et plus de 90 stations de ravitaillement. Le gouvernement demande aux États de réduire les coûts du transport à partir du 1er octobre dans le cadre du National Affordable CNG Transit Programme. Les premiers dispositifs montrent les économies possibles sur certains trajets. À Oyo, le tarif Lagos-Ibadan est ainsi passé de 8 000 à 3 200 nairas lors du déploiement initial des bus GNC. À Borno, certains transports publics fonctionnant au GNC ou à l’électricité sont proposés entre 50 et 100 nairas, contre 300 à 600 nairas pour les opérateurs commerciaux.

R. I.

AVEC UNE REMONTÉE DU PÉTROLE ET DES TAUX

Les places européennes en repli

Les Bourses européennes s'inscrivent globalement en léger retrait sur fond de remontée des cours du pétrole et des rendements obligataires ce mardi matin, avec des reculs de 0,4% pour l'Euro Stoxx 50, de 0,1% pour le CAC 40, à 8 130 points, de 0,5% pour le DAX de Francfort et de 0,1% pour le FTSE 100 à Londres.

La poursuite de la détente des prix de l'énergie a apporté un peu d'optimisme au marché, même si le prix du pétrole (Brent) reste proche de 100 USD le baril", rappelle LBPAM, au lendemain d'une séance qui a vu les indices actions européens progresser.

"Des rumeurs sur de nouveaux pourparlers entre les Etats-Unis et l'Iran semblent expliquer cette accalmie dans les tensions sur les marchés énergétiques. Néanmoins, la voie qui semble toujours la plus prometteuse est la possibilité d'un accord entre pays du Golfe pour une ouverture durable d'Ormuz", explique-t-elle.

Mais, à ce stade, la société de gestion d'actifs, filiale de La Banque Postale, indique "conserver l'hypothèse d'un statu quo, avec des prix du pétrole et du gaz qui resteront élevés à court terme", tandis que le cours du Brent remonte ce matin de 1,6%, à 101,5 USD le baril.

Des taux d'intérêt à long terme toujours élevés

"Ceci explique, en partie, que les taux d'intérêt à long terme restent élevés, malgré de fortes variations ces derniers jours. En même temps, il est clair que les déséquilibres budgétaires contribuent aussi à maintenir une pression haussière sur les taux", ajoute LBPAM.

Sur les marchés obligataires, les taux à 10 ans s'inscrivent d'ailleurs ce matin en

hausse de 1 point de base, à 3,46% sur le Bund allemand, et de 5 points de base, à 4,51% sur l'OAT française, faisant ressortir un écart de rendement (spread) toujours supérieur à 100 points de base, qui intègre une importante prime de risque pour la France.

"Si cette prime semble excessive au regard de la notation actuelle de la France, elle reflète fidèlement la dynamique négative de sa signature et les craintes de dégradations futures", décrypte François-Xavier Chauchat, chez Dorval Asset Management.

"Si, dans un scénario politique aujourd'hui difficile à anticiper, la note de la France se stabilisait de manière crédible au niveau actuel ou même un ou deux crans en dessous, le spread France-Allemagne finirait aussi par baisser, sans doute dans une zone comprise entre 50 et 70 points de base", indique le stratégame.

Les valeurs en mouvement en Europe

Sur le front des valeurs, Bureau Veritas gagne 1% à Paris et figure ainsi dans le haut du CAC 40, le groupe de services de tests, d'inspection et de certification ayant revu à la hausse ses ambitions de croissance pour 2027-2028, visant une augmentation à deux chiffres de son chiffre d'affaires.

Toujours à Paris, VusionGroup (+8,5%) caracole en tête du SBF 120, le groupe de solutions digitales pour la distribu-

tion ayant fait part d'une forte croissance de 34% de son chiffre d'affaires au 1er semestre 2026, portée par ses activités de logiciels et de services.

Ailleurs en Europe, Kingfisher bondit de 8,6% à Londres, dans le sillage d'une publication semestrielle de bonne facture, permettant à la chaîne de rénovation résidentielle (Castorama et Brico Dépôt en France) de relever ses objectifs pour l'ensemble de son exercice en

cours.

TUI cède en revanche 1,4% à Francfort, alors que le voyageur allemand a resserré sa fourchette de prévisions d'EBIT sous-jacent pour son exercice 2026, à 1,2-1,3 Mdeur à taux de change constants. Le nouveau point médian reste toutefois inchangé et proche du consensus.

R. I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Septembre 2026
Valeur : 23 Septembre 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.6370	133.6520
1	EUR	EURO		153.2816	153.3256
1	GBP	POUND STERLING		178.4921	178.5359
100	JPY	JAPANESE YEN		84.6608	84.6756
1	CNY	CHINESE YUAN		19.9524	19.9555
1	CHF	SWISS FRANC		161.9450	162.0024
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.4209	95.4521
1	DKK	DANISH KRONE		20.5040	20.5117
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.5854	13.5885
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.1790	14.1818
1	AED	UAE DIRHAM		36.3816	36.3887
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.5739	35.5798
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.7332	434.9235
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.2047	45.6590
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0724	14.0740
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.9811	21.0884
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3359	3.3463
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.5282	182.5282

BOURSE ZURICH

Toujours indécise en fin de matinée

Indécise dans les premiers échanges mardi, la Bourse suisse tardait encore à adopter une direction claire à l'approche de la mi-journée. Peu exposées au phénomène de l'intelligence artificielle, les places européennes peinaient à capitaliser sur le regain de confiance observé à Wall Street la veille et sur les places asiatiques depuis.

Peu avant 10h50, Paris cédait 0,23%, Francfort 0,57%, Londres 0,15% et Milan 0,82%.

Les regards se tournent d'ores et déjà vers la rencontre au sommet agendée jeudi entre le président des Etats-Unis et son homologue chinois Xi Jinping, de laquelle les intervenants attendent des impulsions positives, observent les experts de Raiffeisen.

"A ce stade, il semblerait bien que

cette réunion entre les deux dirigeants se dirige surtout vers la recherche d'un apaisement plutôt que d'un moment d'affrontement.

De fait, les dirigeants américains semblent vouloir repousser la mise en place les nouveaux tarifs qu'ils envisageaient, justifiées, d'après eux, par les surcapacités de production chinoises. Pour les marchés, l'absence de tensions serait déjà une bonne nouvelle," croit savoir Sebastian Paris Harvitz, analyste chez LBPAM.

Sur le front conjoncturel, la Banque nationale suisse (BNS) a fait le point sur la balance des paiements, dont le solde a grimpé à 24 milliards au deuxième trimestre, principalement grâce aux échanges de marchandises.

A 10h50, le Swiss Market Index (SMI) cédait 0,14% 13'934,56

points. Le Swiss Leader Index (SLI) s'enrobait de 0,09% à 2245,12 points. Le Swiss Performance Index (SPI) égarait 0,04% à 19'751,37 points. Sur les trente principales valorisations, seules sept reculaient encore, quand le bon Lindt restait de marbre et les 22 autres progressaient.

En tête d'indice, le géant de la souris Logitech (+2,6%) faisait honneur à son statut de représentant de la tech. Suivaient l'équipementier de salles d'aisance Geberit (+2,0%) au coude à coude avec le chimiste verniolan des arômes et parfums Givaudan (+2,0% aussi). Ce dernier profitait de relèvements d'objectifs de cours tant de la part de Barclays que de JPMorgan.

Le nouveau représentant de la pharma dans l'indice phare San-

doz s'appréciait de 1,4%, sur fond de relèvement de l'objectif de cours par Octavian.

Le bon de participation Roche (-0,7%) ne profitait guère d'un succès d'étape dans le développement d'un traitement expérimental de type GLP-1/GIP contre le diabète et l'obésité. L'autre mastodonte pharmaceutique rhénan Novartis s'enrobait de 0,1%, nonobstant un abaissement de l'objectif de cours par Goldman Sachs.

Le paquebot alimentaire Nestlé s'enfonçait de 0,2%, qui assure poursuivre ses activités en Russie comme si de rien n'était.

Le gestionnaire de marques de luxe Richemont (+1,4%) est désormais recommandé à l'achat par Julius Bär.

La lanterne rouge échouait toujours à UBS (-1,8%), qui a

convenu de régler millions d'euros en indulgences aux Pays-Bas pour un vieux dossier hérité de Credit Suisse. Le conseil des Etats doit en outre statuer mercredi sur la proposition du gouvernement d'imposer une couverture intégrale en fonds propres pour les filiales étrangères des établissements systémiques. Un tour de vis que combat féroceement la banque aux trois clés.

Sur le marché élargi, le laboratoire milanais Newron abandonnait 4,8%, lesté par un retour dans les chiffres rouge au premier semestre.

L'opérateur de plateformes de petites annonces SMG (+1,3%) enregistre deux départs pour une arrivée au niveau de sa direction générale.

R. I.

CRISE AUTOMOBILE

Des milliers de salariés mobilisés en Allemagne

Des dizaines de milliers de salariés de l'industrie automobile allemande, confrontée à une profonde crise, se mobilisent lundi à travers le pays à l'appel du syndicat IG Metall pour défendre les emplois et les sites de production.

Le syndicat s'attend à plus de 100.000 participants à quelque 200 rassemblements, alors que le secteur est confronté à une demande atone, à une progression plus lente qu'espéré des ventes de voitures électriques et à la concurrence féroce des constructeurs chinois. La mobilisation concerne les salariés de Volkswagen, qui a fortement abaissé vendredi ses prévisions pour 2026, mais aussi ceux de Mercedes-Benz, de BMW et des équipementiers, également frappés par la crise. Elle intervient aussi au lendemain de deux revers électoraux majeurs pour le camp conservateur du chancelier Friedrich Merz, battu dimanche par le parti d'extrême droite AfD dans le Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale et par le parti de gauche radicale Die Linke à Berlin. Ces résultats fragilisent davantage la position du chef du gouvernement et l'obli-

gent à accélérer les réformes face aux difficultés économiques du pays. Dans un communiqué, IG Metall réclame des responsables politiques "une meilleure protection contre la concurrence déloyale en provenance de Chine" et "une politique de subventions de l'UE plus efficace", de même que de réduire les coûts de l'énergie. Wolfgang Schroeder, politologue à l'Université de Kassel et spécialiste des relations sociales, a estimé auprès de l'AFP que ces manifestations témoignaient d'une véritable inquiétude quant à l'avenir du secteur. "Une mobilisation nationale qui n'est liée ni à des négociations salariales ni à des conflits spécifiques dans une entreprise, mais à tout un secteur et à ses problèmes, c'est plutôt nouveau", a-t-il déclaré. La présidente du syndicat, Christiane Benner, a insisté sur l'importance du conflit en cours chez le géant Volkswagen,

où un accord historique a été trouvé début septembre pour supprimer jusqu'à 100.000 emplois d'ici 2030, soit 50.000 de plus que prévu jusqu'alors. "VW doit enfin redevenir à la hauteur de sa responsabilité d'employeur social. Le changement ne peut se faire qu'avec le personnel, pas contre lui", a-t-elle plaidé. La crise chez le constructeur l'a contraint à revoir drastiquement à la baisse sa prévision de rentabilité pour 2026, tablant désormais sur une marge opérationnelle pouvant atteindre 1%, contre 4 à 5,5% auparavant, en raison notamment de difficultés sur le marché chinois et d'importants coûts de restructuration. Ses concurrents Mercedes-Benz et BMW sont eux aussi engagés dans des programmes d'économies et de réduction de leurs effectifs, sur fonds de pression croissante pour abaisser leurs coûts de production face à la concurrence chinoise.

Agence

TCHÈQUE

Le gouvernement plafonne les prix des carburants et taxe les raffineries

Le gouvernement tchèque a annoncé lundi qu'il imposait un plafond sur les prix des carburants et taxait les raffineries, alors que les prix continuent de grimper en raison des tensions géopolitiques et de la guerre au Moyen-Orient. Il s'agit de la deuxième mesure de ce type prise cette année par le Premier ministre Andrej Babis, après des plafonnements de prix entre avril et juillet. Les prix des carburants, et notam-

ment du gazole, atteignent des sommets en Europe en raison des guerres au Moyen-Orient et en Ukraine. «Le gouvernement a approuvé une proposition visant à reprendre la régulation des prix des carburants à partir du 1er octobre», a déclaré la ministre tchèque des Finances, Alena Schillerova. Elle a précisé que le ministère des Finances fixerait chaque jour des prix maximum pour l'essence et le diesel.

Impôt temporaire sur les raffineries

Le prix moyen du diesel et de l'essence dans les stations-service tchèques a atteint 44,21 couronnes (2,08 dollars) le litre en août, contre 34,49 couronnes (1,63 dollar) en août 2025, a indiqué la société CCS, qui surveille le marché. Le gouvernement tchèque instaurera également un impôt temporaire sur les raffineries, «un secteur

qui profite de la hausse des prix», a-t-elle encore déclaré aux journalistes. Partout en Europe, les différents pays ont réagi à la hausse des prix des carburants en adoptant des mesures similaires. Plusieurs d'entre eux ont également été le théâtre de manifestations contre les prix élevés, qui exercent une pression supplémentaire sur l'économie européenne.

R I

ROYAUME-UNI

Des dizaines de vols annulés à cause d'une panne du contrôle aérien

Des dizaines de vols ont été annulés lundi au Royaume-Uni, en raison d'un problème technique du contrôle aérien britannique (NATS), deuxième panne en deux semaines pour cet organisme affecté ces dernières années par plusieurs incidents. Cette panne fait suite à celle des 8 et 9 septembre, quand plus de 2.000 vols et de nombreux retards avaient été enregistrés en raison d'un défaut logiciel, affectant plus de 330.000 passagers. Selon un porte-parole de l'organisme, la nouvelle panne, qui concerne le centre NATS

de Prestwick, en Ecosse, "est désormais résolue" et "les aéroports situés au sud de Manchester ne sont globalement pas affectés". Elle n'a selon lui "aucun lien avec l'incident survenu il y a deux semaines". D'après le cabinet d'analyse aéronautique Cirium, la panne de lundi est moins importante, avec 227 vols annulés, dont 117 au départ et 110 à l'arrivée du Royaume-Uni à 15H00 GMT, sur un total de plus de 6.000 vols. Les deux aéroports de Belfast, celui de Glasgow et celui de Southampton sont les plus af-

fectés, avec plus de 10% de vols annulés, les aéroports londoniens étant moins touchés. Un autre incident technique survenu en juillet 2025 avait déjà entraîné l'annulation de nombreux vols à destination et en provenance du Royaume-Uni, suscitant la colère des dirigeants de compagnies aériennes. En 2023, le Royaume-Uni avait connu sa pire panne des systèmes aériens depuis des années, avec plus de 700.000 passagers affectés par le retard ou l'annulation de leurs vols.

APS

GIORGETTI , MINISTRE ITALIEN DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

« La souveraineté d'un pays s'exerce en tenant ses comptes en ordre »

L'Italie affiche une dette de trois mille milliards d'euros, soit 137 % de son PIB. Elle prend ses propres décisions tant qu'elle conserve la confiance de ses créanciers. Si elle perd cette confiance, ces derniers dictent ses priorités. Aujourd'hui, cette confiance existe. « Les priorités d'un pays sont définies dans son budget, et un pays est souverain s'il choisit lui-même ces priorités ; la souveraineté s'exerce par la tenue de comptes rigoureux », a déclaré le ministre de l'Économie et des Finances. Giancarlo Giorgetti S'exprimant à Varèse lors

de la présentation du rapport « Subsidiarité et... Santé » de la Fondation pour la subsidiarité, le ministre a déclaré : « L'Italie affiche une dette de trois mille milliards d'euros, soit 137 % de son PIB. Elle prend ses décisions de manière autonome tant qu'elle conserve la confiance de ses créanciers. Si elle perd cette confiance, ces derniers dictent ses priorités. Aujourd'hui, cette confiance est maintenue. Le spread est resté stable, la notation s'est améliorée et les économies d'intérêts constituent un atout précieux qui nous a permis d'accroître le fonds de santé. »

Concernant les intérêts de la dette, « en 2025, ils représentaient 3,9 % du PIB, soit près de 90 milliards d'euros. Le paiement est prioritaire, il ne fait l'objet d'aucun vote ni d'aucun report. Lorsqu'un pays perd le contrôle de sa dette, il n'a plus le choix, il subit. Un budget écrasé par les baisses d'intérêts s'en trouve inévitablement grevé. Seul un budget sain peut se permettre d'être sélectif et de soutenir les mesures efficaces. C'est le rôle que l'État doit jouer », a conclu le ministre.

Agence

CHINE

La valeur annuelle de la production de l'industrie céréalière dépassera 4.500 milliards de yuans entre 2026 et 2030

La valeur annuelle de la production industrielle de l'industrie céréalière de la Chine devrait dépasser 4.500 milliards de yuans (666,8 milliards de dollars) au cours de la période du 15e Plan quinquennal (2026-2030), a déclaré lundi un responsable. L'industrie céréalière répondra mieux à la demande des consommateurs en matière d'aliments de meilleure qualité, plus nutritifs et plus sains, a déclaré Liu Huanxin, chef de l'Administration nationale des réserves de céréales et de ressources stratégiques, lors d'une conférence de presse. Le secteur céréaliier chinois a connu une croissance régulière ces dernières années, la valeur totale de la production industrielle des entreprises céréalières étant passée de 3.000 milliards de yuans à la fin du 13e plan quinquennal (2016-2020) à plus de 4.000 milliards de yuans à la fin du 14e plan quinquennal (2021-2025). M. Liu a déclaré que, malgré les fluctuations actuelles du marché international des céréales, le marché chinois des céréales est resté globalement stable et que la sécurité alimentaire du pays est bien garantie.

M. Liu a évoqué une prévision récente de l'Organisation météorologique mondiale, selon laquelle le phénomène El Niño continuera de s'intensifier et pourrait avoir un impact sur la production alimentaire mondiale. Parallèlement, les conflits géopolitiques perturbent les voies de transport, font grimper les prix des engrais et les coûts de production, et accentuent les incertitudes concernant la sécurité alimentaire mondiale. Il a déclaré que la sécurité alimentaire de la Chine reposait sur une production stable, des réserves abondantes et une forte capacité de transformation. Du côté de la production, la production céréalière chinoise a été soutenue par une capacité de production en constante amélioration et par le vaste territoire du pays, qui permet aux différentes régions de compenser mutuellement les fluctuations de leurs récoltes, a expliqué M. Liu.

La production céréalière annuelle de la Chine s'est maintenue au-dessus de 650 millions de tonnes depuis 2015, dépassant les 700 millions de tonnes pour la première fois en 2024 et atteignant 715 millions de tonnes en 2025. La disponibilité en céréales par habitant a dépassé les 500 kg, un niveau supérieur à la moyenne mondiale, offrant ainsi une base solide à la sécurité alimentaire du pays.

R I/Agence

LE VICE-MINISTRE RUSSE DES FINANCES

« Environ 20 millions de personnes utilisent les cryptomonnaies »

Environ 20 millions de personnes en Russie utilisent des cryptomonnaies, et le volume total des investissements des citoyens russes dans ces actifs est estimé par les experts à 3 700 milliards de roubles (environ 3,7 milliards d'euros), selon le vice-ministre des Finances. Ivan Tchebeskov Dans une interview accordée à l'agence de presse Tass, il a ajouté : « Cette somme comprend les avoirs directs en cryptomonnaies et certains produits financiers qui y sont liés. »

Agence

OpenAI (ChatGPT) va encore brûler la somme folle de 280 milliards de dollars d'ici 2030

Les dépenses folles vont encore continuer du côté d'OpenAI. Une entreprise qui devrait être encore bien déficitaire à la fin de la décennie !

On le sait, si l'intelligence artificielle fascine, les entreprises commises dans le développement de la technologie sont aussi d'extraordinaires gouffres à argent. Car si les fabricants de puce affichent une marge opérationnelle exceptionnelle, les créateurs de modèles IA affichent des pertes folles. Et dans ce domaine, OpenAI devrait faire s'affoler les chiffres.

OpenAI va encore dépenser des centaines de milliards de dollars qu'il n'a pas dans les prochaines années

La firme de Sam Altman a l'habitude des dépenses folles, dépassant de très loin ses revenus. Une habitude qui risque de durer encore pendant un certain temps, comme nous l'apprend le Financial Times. En effet, selon ce dernier, OpenAI va avoir une trésorerie négative impressionnante dans les



prochaines années. Plus exactement, selon une présentation des projections financières d'OpenAI, sur laquelle Financial Times a pu jeter un oeil, le géant de l'IA s'attend à un flux de trésorerie négatif de 278 mil-

liards de dollars entre 2026 et 2030. Il faut dire, pour rappel, que les dépenses d'OpenAI dans les infrastructures et la puissance de calcul vont monter à 856 milliards de dollars d'ici 2030.

Les revenus d'OpenAI vont être multipliés par 10 dans le même temps

Autant dire qu'on fait difficilement plus demandeur en argent frais qu'OpenAI. Selon la même présentation, les 122 milliards de dollars levés en mars dernier par le créateur de ChatGPT seront totalement épuisés d'ici à 2028. Et pourtant, les revenus de la firme américaine devraient continuer à grandir, et rapidement. OpenAI prédit ainsi que ses revenus vont s'établir à 36 milliards de dollars en 2026, et vont depuis être multipliés par dix jusqu'à 2030, date à laquelle ils devraient être de 350 milliards de dollars.

OpenAI est entré récemment dans de nouvelles négociations pour un nouveau tour de table, qui ferait cette fois passer la valorisation de la firme de 852 à 1 200 milliards de dollars.

GOOGLE

une nouvelle amende de 403 millions de dollars infligée en Europe

C'est encore une amende qui se compte en plusieurs centaines de millions d'euros qui tombe sur le crâne de Google en Europe. Car le géant américain a indûment utilisé des données de géolocalisation. Au mois de juillet dernier, Google recevait une amende de 890 millions de dollars de la part de Bruxelles, au titre du règlement, devenu effectif en 2024, dit Digital Markets Act (DMA). Mais aujourd'hui, si le géant américain va encore être

tapé au porte-monnaie, c'est pour une infraction à un règlement plus ancien, et qui fait autorité partout dans le monde : le RGPD.

Google va devoir régler une amende de 403 millions d'euros pour avoir enfreint le RGPD

Et encore une sanction pour Google ! Cette fois, c'est la Commission irlandaise pour la protection des données (DPC), qui contrôle Google au niveau européen (le siège de ce der-

nier chez nous étant à Dublin), qui vient d'ordonner la sanction de 403 millions d'euros, pour infraction au RGPD.

Le groupe américain a en effet utilisé abusivement les données de géolocalisation des utilisateurs. Résultat, ceux-ci « pouvaient ignorer que leur localisation était utilisée, par exemple, pour les influencer au moyen de publicités ou pour déduire leurs centres d'intérêt, et pouvaient perdre le contrôle de leurs données à carac-

tère personnel » selon le Commissaire du DPC, Graham Doyle.

Google dit s'être mis à jour ses règles

Du côté de Google, on n'est cette fois pas particulièrement véhément contre cette nouvelle amende. Le géant de la recherche en ligne a ainsi simplement expliqué que « cette affaire porte sur des règles historiques qui ont depuis été mises à jour », selon une déclaration d'une

porte-parole de Google. « A partir de 2019, nous avons considérablement fait évoluer nos pratiques et lancé des outils robustes qui simplifient la gestion des données de localisation » a par ailleurs précisé la même personne. Mais malgré ce semi-mea culpa, Google doit se préparer à d'autres ennuis, le régulateur irlandais ayant à l'heure actuelle trois autres dossiers sur sa table concernant la firme de Mountain View.

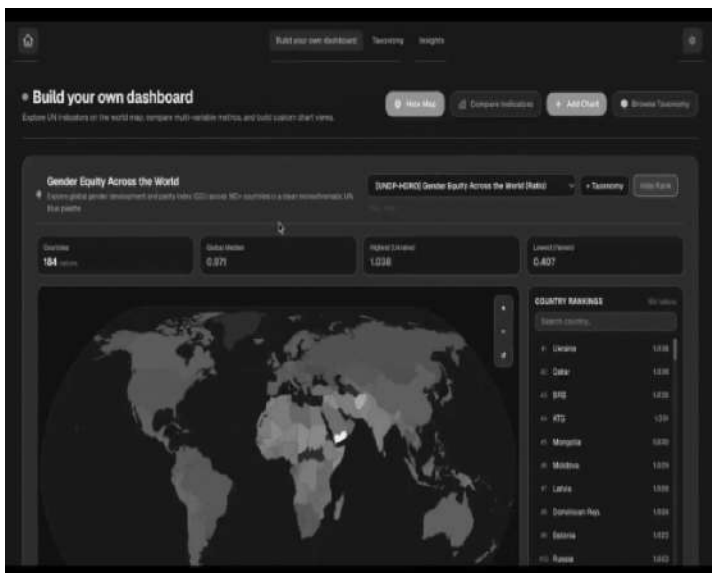
L'ONU et Google lancent une plateforme de données pour l'IA

Les Nations unies s'associent à Google pour centraliser leurs données statistiques dans une plateforme conçue pour faciliter leur recherche, leur analyse et leur utilisation par les systèmes d'IA. L'ONU et Google lancent une plateforme destinée à réunir les statistiques produites par les différentes agences du système des Nations unies. Baptisée UN System Data Commons, elle remplace le portail UNData et doit notamment permettre aux agents IA d'interroger directement ces données. Les statistiques des Nations unies sont réparties entre de nombreuses agences et restent souvent difficiles à exploiter ensemble. Pour répondre à ce problème, l'organisation lance avec Google la plateforme UN System Data Commons. Construite sur la technologie open source Data Commons de Google, elle rassemble ces données dans un environnement commun et remplace le portail UNData, utilisé jusqu'ici pour rechercher les indicateurs statistiques de l'ONU. La plateforme permet de rechercher les données en langage naturel et de croiser plusieurs indicateurs sans devoir parcourir séparément les bases des différentes agences. Les utilisateurs peuvent par exemple comparer l'évolution de l'espérance de vie selon les régions, suivre l'accès à

l'électricité ou mettre en relation plusieurs indicateurs de santé et d'éducation. Les données conservent leur source d'origine et sont validées par des statisticiens et des experts techniques du système des Nations unies.

Des statistiques encore difficiles à exploiter par l'IA

Le projet répond aussi à un problème rencontré par les systèmes IA lorsqu'ils doivent restituer des données statistiques précises. Une évaluation menée par l'UNICEF sur six modèles et plus de 133 000 requêtes consacrées à des indicateurs mondiaux de développement a obtenu une précision moyenne de 21,2 %. Environ trois réponses sur cinq ne fournissaient aucun chiffre exploitable, selon João Pedro Azevedo, chef statisticien de l'agence. L'étude a notamment porté sur GPT-4o et GPT-4o-mini d'OpenAI, Claude Sonnet 4.5 et Haiku 4.5 d'Anthropic, ainsi que Gemini 2.5 Flash et Gemini 2.0 Flash de Google. Lorsqu'une même série de questions a été posée à nouveau environ deux jours plus tard, les modèles qui avaient fourni un chiffre lors des deux tests ne donnaient le même résultat qu'environ une fois sur deux. Le travail de l'UNICEF est encore un document de travail et n'a pas fait l'objet d'une



évaluation par les pairs. UN System Data Commons doit ainsi fournir aux systèmes d'IA un accès direct à des données statistiques identifiées et vérifiables. La plateforme s'appuie notamment sur le Model Context Protocol (MCP), un standard permettant à un agent IA de se connecter à une source de données externe et d'y récupérer les informations nécessaires à une tâche.

Des agents capables de croiser les indicateurs

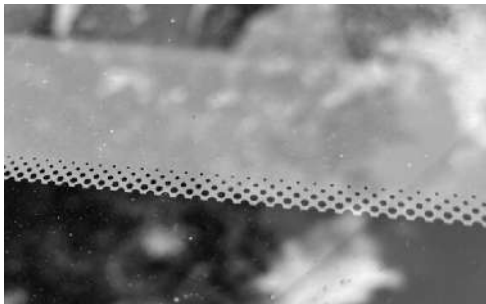
Avec cette intégration, un agent peut rechercher plusieurs indicateurs dans les données de l'ONU, les mettre en relation puis générer des graphiques, des tableaux de bord ou une première synthèse. Google a notamment présenté une démonstration autour du PEPFAR, le programme américain de lutte contre le VIH/sida. L'agent utilise

différentes statistiques des Nations unies, notamment sur la prévalence du VIH, la mortalité liée au sida et l'espérance de vie, avant de produire une représentation graphique des résultats. L'accès direct à des données officielles ne supprime toutefois pas le besoin de contrôle humain. Google souligne que les sources doivent être vérifiées avant de reprendre un résultat généré par une IA, celle-ci pouvant mal interpréter les données ou leur contexte.

80 % des données statistiques de l'ONU visées d'ici 2027

Le lancement ne constitue qu'une première étape. 26 organisations du système des Nations unies se sont engagées à participer au projet, et les données de près de 20 d'entre elles sont déjà disponibles au lancement. L'objectif affiché est d'intégrer environ 80 % des jeux de données statistiques du système de l'ONU d'ici 2027. Google.org a par ailleurs apporté un financement de 2 M\$ ainsi qu'un accompagnement technique pour la mise en place de l'infrastructure. Selon Google, la plateforme est hébergée dans un environnement gouverné par l'ONU, avec l'objectif qu'elle puisse à terme être exploitée et développée de manière indépendante par l'organisation.

Mais à quoi servent ces points noirs sur le pare-brise ?



Vous les avez peut-être déjà remarqués, le bord de votre pare-brise comprend une multitude de points, comme des pointillés. Sont-ils là pour des raisons esthétiques ? Dans l'industrie automobile, rien n'est gratuit, ils ont donc un rôle bien précis. Après avoir expliqué en quoi consiste la présence d'un point jaune sur les pneumatiques, nous nous penchons une fois de plus sur des points, noirs cette fois-ci. Ils ceignent nos pare-brise sans trop savoir pourquoi. Appelés « frit band » ou « fritte », ils ne sont pas là pour des raisons esthétiques afin de faire lien entre la partie transparente et le contour noir. Ils apparaissent tôt dans le processus de fabrication, notamment pour assurer le côté incurvé du pare-brise. Pour cela, la température doit être répartie de manière uniforme lorsque le verre est placé dans le four. Si l'encadrement se composait d'une ligne nette, le bord du verre se mettrait à chauffer trop rapidement. Ensuite, ces points assurent la protection de la colle située entre le verre et la partie métallique. Cela évite qu'elle ne perde ses propriétés adhésives avec le temps puisque ces points font office de filtre anti-UV. Lorsqu'un véhicule est situé en plein soleil, le verre peut atteindre des températures très élevées, alors que les bords sont plus épargnés. Cette différence thermique peut affaiblir la colle, ces points permettent une progressivité de la température.

Pourquoi autour du rétroviseur central ?

Si la protection de la colle est une raison valable, que viennent faire ces points de chaque côté du rétroviseur central ? L'explication est moins évidente, puisqu'il s'agirait alors d'avantage d'une préoccupation esthétique, mais aussi de protection contre l'éblouissement. Cet endroit est souvent mal protégé par le pare-soleil.

Volkswagen Utilitaires veut faire oublier les tableurs Excel

Présenté à l'IAA Transportation 2026 de Hanovre, ConnectPro rassemble sur un seul portail web les données des fourgons Volkswagen d'une flotte : position, kilométrage, entretien, recharge. Déjà déployé sur plusieurs marchés européens, dont la France, ce portail pourrait bien faire gagner un temps précieux aux gestionnaires.



Tout gestionnaire de flotte connaît la musique : un tableur qui grossit d'année en année, des coups de fil à l'atelier pour savoir où en est un véhicule, des informations éparpillées entre plusieurs outils. C'est précisément ce que Volkswagen Véhicules Utilitaires cherche à simplifier avec ConnectPro, sa plateforme B2B dévoilée à Hanovre, au salon IAA Transportation 2026.

Le principe est simple : une seule connexion, via un identifiant d'entreprise baptisé ONE Business ID, donne accès au portail depuis un ordinateur, une tablette ou un smartphone, sans application spécifique. Pour chaque véhicule, on peut consulter la localisation, le kilomé-

trage, la consommation ou encore l'état d'entretien.

La plateforme s'intègre dans une offre plus large, Connect Pro Services, qui comprend aussi myVolkswagen Business, pour choisir et configurer les véhicules, et Fleet Interface Data, qui envoie les données par API vers les logiciels de gestion que les entreprises utilisent déjà. Autre nouveauté, les flottes mixtes peuvent piloter la recharge des modèles électriques et les mises à jour logicielles à distance depuis le même écran. Jusqu'ici, le suivi des différentes versions de la gamme Transporter passait par des outils distincts. C'est sans doute le volet le plus utile pour un exploitant : le Service Proactif. À partir des données remontées

par les véhicules, les partenaires du réseau Volkswagen peuvent repérer un besoin d'entretien et contacter l'entreprise pour caler une intervention avant l'immobilisation.

L'entretien anticipé : l'argument le plus concret

Pour un artisan ou une société de livraison, un fourgon à l'arrêt, c'est un chantier retardé ou un client en attente. L'idée est donc cohérente et s'applique déjà, dans une moindre échelle, chez quelques constructeurs premium via leur application connectée aux voitures.

Une connectivité qui devient la norme, à un prix à connaître

Le Pack Relax, disponible depuis le 18 septembre 2026, regroupe Connect Pro, ServicePlus et une garantie constructeur de 5 ans. La connectivité n'est plus une option, mais un élément de base de l'offre aux professionnels, et c'est aussi une manière de lier le client au réseau de la marque, ce qui n'est pas neutre pour les flottes qui comparent plusieurs constructeurs et notamment très bientôt les constructeurs chinois qui prévoient d'arriver en nombre dans l'univers du VU électriques, comme ils l'ont fait dans le VP.

Nissan Kicks e-POWER: bientôt produit et commercialisé en Europe

Le Nissan Kicks va faire son entrée sur le marché européen avec la troisième génération de la motorisation hybride e-POWER. Le crossover compact sera assemblé à Sunderland, au Royaume-Uni, où Nissan investira 170 millions de livres sterling, soit 198,2 millions d'euros.

Le Nissan Kicks arrive finalement en Europe

Déjà commercialisé sur plus de 70 marchés, où il s'est écoulé à plus de 1,8 million d'exemplaires, le Nissan Kicks va désormais tenter sa chance en Europe. Ce crossover compact du segment B viendra renforcer une gamme européenne déjà composée, notamment, des Juke et Qashqai. Il ne s'agira toutefois pas d'une simple importation du modèle vendu ailleurs dans le monde: Nissan annonce une production locale et une motorisation adaptée à sa stratégie d'électrification européenne. La deuxième génération du Kicks est actuellement fabriquée au Japon, au Mexique et au Brésil. Les exemplaires destinés au Royaume-Uni, à l'Europe continentale et à la Turquie sortiront, eux, des chaînes de Sunderland. Le Kicks deviendra ainsi le dixième modèle attribué au site britannique depuis son ouverture en 1986, après les Bluebird, Primera, Micra, Almera, Note, Infiniti Q30,

Juke, Qashqai et Leaf.

Une motorisation e-POWER de troisième génération

Pour l'Europe, le Nissan Kicks adoptera la troisième génération de la technologie hybride e-POWER, lancée en 2025. Sa particularité reste inchangée: les roues sont entraînées uniquement par un moteur électrique, tandis que le moteur à essence sert exclusivement à produire de l'électricité et à recharger la batterie embarquée. Le conducteur profite donc d'une réponse immédiate et d'une accélération linéaire proches de celles d'une voiture électrique, sans devoir brancher le véhicule. Nissan promet, avec cette nouvelle évolution du système, un meilleur rendement énergétique, des émissions réduites et davantage de raffinement. La marque ne communique toutefois encore ni la puissance du Kicks européen, ni sa consommation, ni ses émissions de CO₂. Il faudra donc patienter avant de pouvoir le situer précisément face aux autres crossovers hybrides du segment B. Sunderland connaît déjà bien cette technologie, puisque l'usine y produit le Qashqai e-POWER. Plus de 200.000 exemplaires de cette version du Qashqai ont été assemblés au Royaume-Uni, tandis que les ventes mondiales de modèles e-POWER dépassent 1,9 million d'unités



depuis le lancement du système en 2016.

170 millions de livres pour Sunderland

Nissan consacrera 170 millions de livres sterling à l'industrialisation du Kicks dans son usine du nord-est de l'Angleterre. Une annonce symbolique pour un site qui célèbre ses 40 ans et vient de produire son douze millionième véhicule. Sunderland emploie directement environ 6.000

personnes et soutient 30.000 emplois supplémentaires dans la chaîne d'approvisionnement. Le Kicks rejoindra sur place les Qashqai, Juke et Leaf. À partir de 2027, l'usine doit également fabriquer la troisième génération du Juke, qui deviendra pour la première fois entièrement électrique. Nissan consolide ainsi le rôle de Sunderland dans sa stratégie européenne, entre hybrides e-POWER et modèles 100 % électriques.

Le calendrier précis du lancement du Nissan Kicks e-POWER en Europe reste à confirmer. Son prix, ses caractéristiques techniques complètes et sa date d'arrivée dans les concessions belges et luxembourgeoises n'ont pas davantage été annoncés. Des inconnues déterminantes pour savoir quelle place ce nouveau venu pourra réellement occuper entre le Juke et le Qashqai. En tout état de cause, il devrait être présent au salon de Bruxelles, en janvier prochain.

Mots fléchés

Savoir	↓	Empereur des Russies	↓	Or	↓	Implorer	↓	Volcan	↓	Vives	↓	Restes	↓
Vilipender	→					Mèche rebelle	↓		→	Écharpe papale	↓	Crochet de boucher	↓
	→						↓	Imaginations	→		↓		↓
Désordre		Il repousse le Diable		Ceci	Flibustiers	→							Dieu celtique
↓	→	↓		↓				Pour mesurer la taille	→				↓
								Ombree	↓				
Riche	→				Ville allemande	Petites voies	→						
Abject	→												
↓	→												
			Enduit	→			Chanteur belge (Jacques)	→				Arme rudimentaire	
			Possessif	↓			Nazi	↓					
Continent		Affliction	→	↓			Qualité d'une huile	→			Célèbre dépêche	→	
↓	→	Qui n'a pas de fin					Paresseux	↓			Soleil divin	↓	
		↓		Parfum animal	→					Roue à gorge	→		Divinité égyptienne
				Greffer	↓					Article	↓		↓
Baie	→				Ville roumaine		Vieille colère	Corde de cow-boy	→				
Possèdent	→							Isolé	↓				
↓	→												
			Sotte	→						Dirigeant russe	→	Connu	→
			Réfutas	↓								Cimenterie	
Mi-homme, mi-cheval	→									Frousse	→		
Chômés	→									Chapelets	↓		
↓	→												
						Continent	→						Monnaie du Japon
						Poisson	↓						↓
Cependant	Époux	→						Exalté	→			Coloré	
↓	Rivière suisse	↓											
				Aneth	Champion	→							
					Einsteinium	↓				Unité forestière	→		
										Palefreniers	↓		
Durée	→		Métal	→	↓			Conte cours	→			Auteur de rumeurs	→
Frimés	→		Drame japonais	↓				Vilaines	↓			Vagabondees	
↓	→		↓										
						Poils utilisés comme textile	→						Laisse passer l'air
						Règles	↓						↓
Postérieur	Agréable	→				Léproserie	→						
↓	Membrane de l'oeil	↓											
			Salut romain		Département français	→				Petit tour		Dépôt	
			↓							↓		↓	
Jeune ruminant	→				Le ça de Freud	→			Monument funéraire	→			
Moi	→				Sélénium	↓			Vient de rire	↓			
↓	→												
		Boulonner	→						Organe humain	→			
Anonne	→					Terre d'argile	→				Manche au tennis	→	

PÉTROLE

Le Brent se maintient à près de 100 dollars

Les cours du pétrole reculaient légèrement, mardi, en cours d'échanges européens, dans un marché réagissant aux derniers développements géopolitiques. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, baissait légèrement de 0,57% à 99,77 dollars (vers 09H20 GMT). Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, dont c'est le dernier jour de cotation, baissait à son tour de 2,07% à 93,80 dollars.



MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or en baisse

Les prix de l'or ont reculé mardi sous l'effet des signaux restrictifs de la Réserve fédérale (Fed). L'or au comptant perdait 1,1 % à 4.295,62 dollars. Les contrats à terme sur l'or américain reculaient de 1,2 % à 4 332 dollars. La Fed a relevé son taux directeur de 25 points de base la semaine dernière et son président, Kevin Warsh, a laissé entendre que d'autres hausses pourraient intervenir dans les mois à venir. Le métal précieux est traditionnellement considéré comme une couverture contre l'inflation et les risques géopolitiques, mais son attrait tend à s'éroder dans un environnement de taux d'intérêt élevés. Les autres métaux précieux suivaient la même tendance baissière : l'argent au comptant a reculé de 2 % à 64,68 dollars, le platine a perdu 1,5 % à 1.770,19 dollars et le palladium a cédé 1,4 % à 1.283,40 dollars.

APRÈS UNE ESCALE TECHNIQUE

L'avion du président de la République d'Iran quitte l'aéroport international d'Alger

L'avion du président de la République islamique d'Iran, M. Masoud Pezeshkian, a quitté mardi après-midi l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger après une escale technique. Le président iranien a été salué à son départ par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaïb.

COMMUNICATION/ PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Une réunion consacrée au secteur des médias électroniques

Une réunion consacrée au secteur des médias électroniques s'est tenue lundi au siège de la Présidence de la République, dans le cadre de la série de rencontres organisées par la Direction générale de la Communication à la Présidence de la République et le ministère de la Communication avec les responsables des médias publics et privés. La réunion, la deuxième du genre dans le cadre de cette série de rencontres, a été coprésidée par le conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la Communication, M. Kamel Sidi Said, et le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani, en présence de cadres de la Direction générale de la Communication à la Présidence de la République et du ministère de la Communication, ainsi que des directeurs de journaux électroniques. Cette réunion interactive a porté sur les préoccupations du secteur.

APS

EAUX USÉES TRAITÉES

Vers une récupération de 60 %

Le ministre de l'Hydraulique, Lou-nès Bouzegza, a tenu hier à Alger une réunion de travail avec les cadres de l'administration centrale consacrée aux moyens d'augmenter le taux de récupération et de réutilisation des eaux usées traitées, notamment pour répondre aux besoins croissants du secteur agricole. Cette réunion intervient dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions du Conseil des ministres relatives à la valorisation des eaux usées traitées et à l'élargissement de leur réutilisation en tant que ressource hydrique supplémentaire. Lors de cette rencontre, le ministre a insisté sur la nécessité de concrétiser les instructions du président de la République visant à porter à 60 % le taux de récupération des eaux usées, afin de mobiliser des volumes supplémentaires au profit des différents secteurs d'activité, particulièrement l'agriculture. Le secteur de l'hydraulique dispose actuellement de 237 systèmes d'assainissement en exploitation à travers le territoire national, tandis qu'un programme portant sur la réalisation de 76

nouveaux systèmes est en cours, selon les données présentées lors de la réunion. La mise en œuvre de ce programme permettra de porter la capacité globale de traitement à 1,514 milliard de mètres cubes par an, soit une augmentation d'environ 35 % par rapport aux capacités actuelles. La réunion a également permis de faire le point sur la situation des systèmes d'épuration, leur niveau d'exploitation et leur rendement, ainsi que sur les quantités d'eaux traitées et récupérées. Les responsables du secteur ont également présenté l'état d'avancement des projets en cours et des nouveaux programmes, ainsi que les insuffisances enregistrées et les mesures prises pour y remédier. Dans ce cadre, M. Bouzegza a appelé à assurer un suivi régulier de la situation des stations d'épuration et à garantir leur exploitation conformément aux normes requises, tout en améliorant le rendement des installations existantes. Il a également donné des instructions pour achever les projets en cours et accélérer le lancement des nouvelles opé-

rations, en vue d'augmenter les capacités de traitement et de récupération des eaux usées et d'élargir leurs domaines de réutilisation. Le ministre a, par ailleurs, insisté sur la poursuite des efforts visant à améliorer la qualité des eaux traitées et à relever les niveaux de traitement, notamment à travers la généralisation du traitement tertiaire, afin d'élargir les possibilités de réutilisation de cette ressource, en particulier dans l'irrigation agricole. Cette orientation vise à renforcer la mobilisation des ressources hydriques non conventionnelles et à réduire la pression exercée sur les ressources conventionnelles, dans un contexte marqué par l'importance croissante des besoins en eau des différents secteurs. Le ministre a également appelé à renforcer la concertation avec les différents acteurs et intervenants à travers l'organisation de rencontres consacrées à l'identification des besoins et à l'examen des moyens de développer l'utilisation des eaux traitées.

Synthèse R.E.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

46 morts et 1872 blessés en une semaine

Quarante six (46) personnes sont décédées et 1872 autres ont été blessées dans 1500 accidents de la route survenus durant la période allant du 13 au 19 septembre à travers le territoire national, indique mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec 4 morts et 128 blessés dans 127

accidents de la circulation, précise la même source. Dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 1867 interventions ayant permis de sauver 1168 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 661 autres et d'évacuer 35 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant

toutefois le décès par noyade en mer de 6 personnes et de 4 autres dans des réserves d'eau. Durant la même période, les équipes de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 1281 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (179 incendies), Blida (73) et Skikda (47). En outre, les unités de la

Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 57 incendies du couvert végétal dans plusieurs wilayas du pays, selon la même source. Pour ce qui est des opérations diverses, les secours de la Protection civile ont effectué 5716 interventions pour le sauvetage de 403 personnes en situation de danger et 4715 opérations de diverses d'assistance.

JUSTICE

Extension des services du guichet électronique national aux cours administratives d'appel et au Conseil d'Etat

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a annoncé mardi, depuis la Cour de justice d'Oran, l'extension des services du guichet électronique national dédié aux juridictions administratives, afin d'y inclure les cours administratives d'appel et le Conseil d'Etat. Le ministre a précisé, lors de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, que cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'amélioration, de la simplification et du développement des services judiciaires, ainsi que du rapprochement de la justice du citoyen. Ce service permet aux justiciables et à leurs avocats de consulter et de suivre l'évolution de leurs affaires, de prendre connaissance du dispositif des juge-

ments et décisions, ainsi que d'obtenir des copies ordinaires des jugements et décisions de justice en matière administrative. Le nouveau dispositif permet également aux justiciables et à leurs avocats de bénéficier de ces services à partir de n'importe quelle juridiction administrative à travers le territoire national, qu'il s'agisse des tribunaux administratifs ou des cours administratives d'appel. L'extension de ce service numérique vise à faciliter l'accès à l'information judiciaire et à améliorer la qualité des prestations offertes aux justiciables et à leurs avocats, contribuant ainsi au renforcement de la numérisation du secteur de la justice et au rapprochement de celle-ci du citoyen.

Lors de sa visite dans la wilaya d'Oran, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, a procédé à l'inauguration des nouveaux sièges des tribunaux de Gdyl et de Bir El-Djir, ainsi que du siège de la cour administrative d'appel d'Oran. Il a également inspecté les travaux de réalisation d'un établissement pénitentiaire et d'une Maison de l'avocat. Le programme de la visite a également comporté la présentation, au niveau de la Cour de justice d'Oran, d'un exposé sur le fonctionnement de l'activité judiciaire au sein de cette juridiction et des tribunaux qui en relèvent, ainsi qu'une rencontre avec les magistrats, les fonctionnaires, les auxiliaires de justice et les agents de justice.